

toute pacifique auprès de Paoli. Nous en trouvons la preuve dans une des lettres de ce dernier à son ami Ordioni. Il en résulte que le commissaire de la Convention aurait essayé de le tranquilliser entièrement sur les dispositions du comité de salut public; qu'au besoin, il aurait trouvé tant en lui que dans ses collègues d'énergiques défenseurs, de sûrs garants de son civisme et une sauve-garde certaine contre toute espèce de danger. L'entrevue n'eut pas le résultat que Saliceti semblait en attendre. On dit qu'il partit de Corte le cœur navré. Il avait espéré que les souvenirs du passé l'auraient puissamment aidés dans cette tentative de rapprochement. Nous le croyons. Saliceti ne cessa jamais de professer un respect sans borne pour l'ancien fondateur de l'indépendance nationale. J'en appellerai au besoin à ceux des Paolistes exilés qui, dans la détresse d'une longue expatriation, se virent obligés de recourir à sa bourse. Ses secours allaient les chercher au loin dans leur modeste retraite, et lorsque la fierté, qui va si bien au malheur, dérobait leur indigence, Saliceti la devinait. Et comme la générosité était un besoin de son cœur beaucoup plus que le mouvement d'une vanité insultante, il apportait, dans la distribution de ses secours, toute la réserve d'une ingénieuse délicatesse. Il paraît que Paoli fut un instant ébranlé. Du moins on assure que la visite du représentant du peuple le toucha vivement.

Quoique il en soit la Convention ne tarda pas à révoquer le décret du 2 avril. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans une lettre de Lacombe Saint-Michel au président de la Convention. Elle est écrite de Bastia le 22 juin 1793.

« Citoyen président, j'ai reçu le décret du 6 juin qui surseoit à l'exécution de celui du 2 avril. Il est arrivé en même temps à la commission provisoire faisant fonction de directoire de département, qui lui donnera toute la publicité qu'il sera possible, ainsi qu'à votre adresse; mais les communications sont interrompues et le département rebelle ne laisse rien passer dans l'intérieur.

« Saliceti et Delcher sont partis hier et ont mis à la voile pour le continent; ils viennent mettre sous les yeux de la Convention l'état actuel du département qui paraît lui être inconnu. Les patriotes, désarmés, incendiés et incarcérés par Paoli et ses suppôts; les magasins de la république, pillés; les effets, dit-on, vendus dans les places revoltées, tel est l'abrégé des excès dont nos frères vous remettront sous les yeux les détails. » (1)

Après cet exposé évidemment empreint d'exagération, le représentant du peuple ajoutait: « Que les lettres reçues de l'agent français à Livourne et des lettres prises venant de Sardaigne annonçaient que la Corse allait être incessamment attaquée ou du moins bloquée par un vaste réseau de flottes combinées. »

(1) Extrait du *Moniteur*.

(La suite au prochain N°.)

PARIS ÉLÉANT
ET
LONGCHAMPS RÉUNIS,
Revue des Modes, des Salons, des Théâtres,
de la Littérature et des Arts.
8^e ANNÉE.

Paris Éléant paraît tous les SAMEDIS, par livraison de 32 colonnes; très-grand in-8°, ou 52 livraisons par an. Les articles de modes suivent

pas à pas et avec un soin scrupuleux toutes les révolutions, tous les changements, tous les caprices de la mode. Sa partie littéraire, confiée aux plumes les plus distinguées, passe en revue tous les ouvrages nouveaux, et donne, en les escortant d'une analyse toujours faite d'une façon amusante et piquante, des fragments de romans en vogue. En outre, il publie, de son crû, des nouvelles, des historiettes, des articles de mœurs, de voyages, le compte-rendu des pièces nouvelles, une chronique des tribunaux, des théâtres, des concerts, enfin un *Courrier de la Ville* destiné à servir d'écho à toutes les anecdotes, à tous les propos, à tous les petits scandales, à tous les faits curieux ou intéressants de la semaine, et qui promène en quelque sorte le lecteur au milieu des boudoirs, des salons, des coulisses, en un mot dans tous les lieux de Paris qui offrent pâture à la malice et matière à l'indiscrétion.

TRENTE-SIX GRAVURES DE MODES, copiées dans les plus brillantes soirées ou les plus habiles ateliers, et SEIZE MORCEAUX DIVERS, romances, quadrilles, fragments extraits d'opéra nouveaux accompagnent les livraisons de l'année.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

1 an, 25 fr.; 6 mois 13; 3 mois, 7. — 3 fr. en sus par an pour l'étranger, et 5 fr. pour les Colonies.

On s'abonne, à Paris, au bureau, rue des Filles-Saint-Thomas, 1, place de la Bourse; dans les départements, chez tous les Directeurs de Postes, aux bureaux des Messageries Royales et des Messageries Lafitte et Caillard, et par mandats sur la Poste. (Affranchir.)

LIBRAIRE DE FABIANI FRÈRES.

MÉMOIRES

SUR LES
ÉVÉNEMENTS QUI ONT PRÉCÉDÉ LA MORT

DE
JOACHIM-NAPOLÉON,

ROI DES DEUX-SICILES;

Par GALVANI.

Secrétaire intime du Roi en 1813, ancien Commissaire des guerres dans l'armée napoléonienne, et Sous-Jointenant militaire au service de France.

PRIX : 2 fr. 50 cent.

DE
L'EXISTENCE DE DIEU

ET DE
L'IMMORTALITÉ DE L'ÂME,

D'APRÈS LES SCIENCES PHYSIQUES ET MORALES;

Par l'abbé C. DE PIETRI.

PRIX : 2 fr. 50 cent.

PETIT TRAITÉ
DE MORALE

PAR

UN MEMBRE DE L'UNIVERSITÉ,

Avec la traduction italienne en regard.

PAR M. CERATI.

Inspecteur des Écoles Primaires,

Ouvrage adopté pour les Écoles Primaires de la Corse.

Troisième Édition.

PRIX : 40 cent.

ALFABETO

PER LA LETTURA DELLE

LINGUE ITALIANA E FRANCESE

PER USO DELLE SCUOLE ELEMENTARI
DELLA CORSICA.

PRIX : 40 cent.

HOTEL ROYAL

GUITTON ET FILS

RUE DES JÉSUITES A BASTIA.

UNTE PECTORALE BALSAMIQUE,
DE REGNAULD AINE
rue Commaire, 45, à Paris.
Son usage est populaire en France
et à l'étranger.
Seul à Bastia chez SERRAVALLO M.
qui a une seule et seule de ce produit.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 20 au 26 mai 1843.

ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass.
Toulon. b. à vap. Golo c. Valzi, dépêches.
Rio. b. goél. Deux-Amis, c. Alfonsi, minéral.
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi.
Rio. b. goél. Assomption, c. Oliva, minéral.
Rio. b. goél. Assomption, c. Guaitella, id.
Rio. tartane, Caroline, c. Carletti, id.
Macinaggio, tartane Protégé de la Vierge, c. Ber-
ges, poterie.
Livourne. mistick Assomption c. Thiers, blé.
Aleria. brick Migliacciaro, c. Alessandri charb.
Rio. b. goél. Antoinette, c. Lota, minéral.
Rio. gondole Assomption, c. Belgodere minéral.
Rio. bœuf Assomption c. Stretti, minéral.
Aleria. bœuf Précurseur c. Valery, charbon.
Marseille. Ch.-maree, Amélie, c. Laq. houille.
Rio. b. goél. Léopold II, c. Giannoni, minéral.
Livourne. gond. V^e des Carmes, c. Zonza, div.
Portovecchio bomb. Jeune-Octavie, c. Bocogna-
no, charbon.

Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.
Calzarelo. mistick Conception, c. Bonelli, charb.
Aleria. gond. St-Joseph, c. Princivale, id.
Pronete. bœuf Assomption, c. Collari, planches.

DÉPARTS.

Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci,
passagers.
Toulon. b. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches.
Livourne. b. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass.
Propriano. tartane, Espoir-en-Dieu, c. Benedi-
tini, chaux.
Portovecchio. tartane François Etienne, c. Guai-
tella, lest.
Aleria. b. goél. Assomption, c. Guaitella, lest.
Aleria. b. goél. Ville de Bastia, c. Zuani, lest.
Aleria. b. goél. St-Antoine, c. Guasco, lest.
Aleria. gond. Conception, c. Gentile, lest.
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi, passag.
Ajaccio. b. à vap. Télégraphe, c. Lota, id.

Le Gérant N. TARTAROLI.

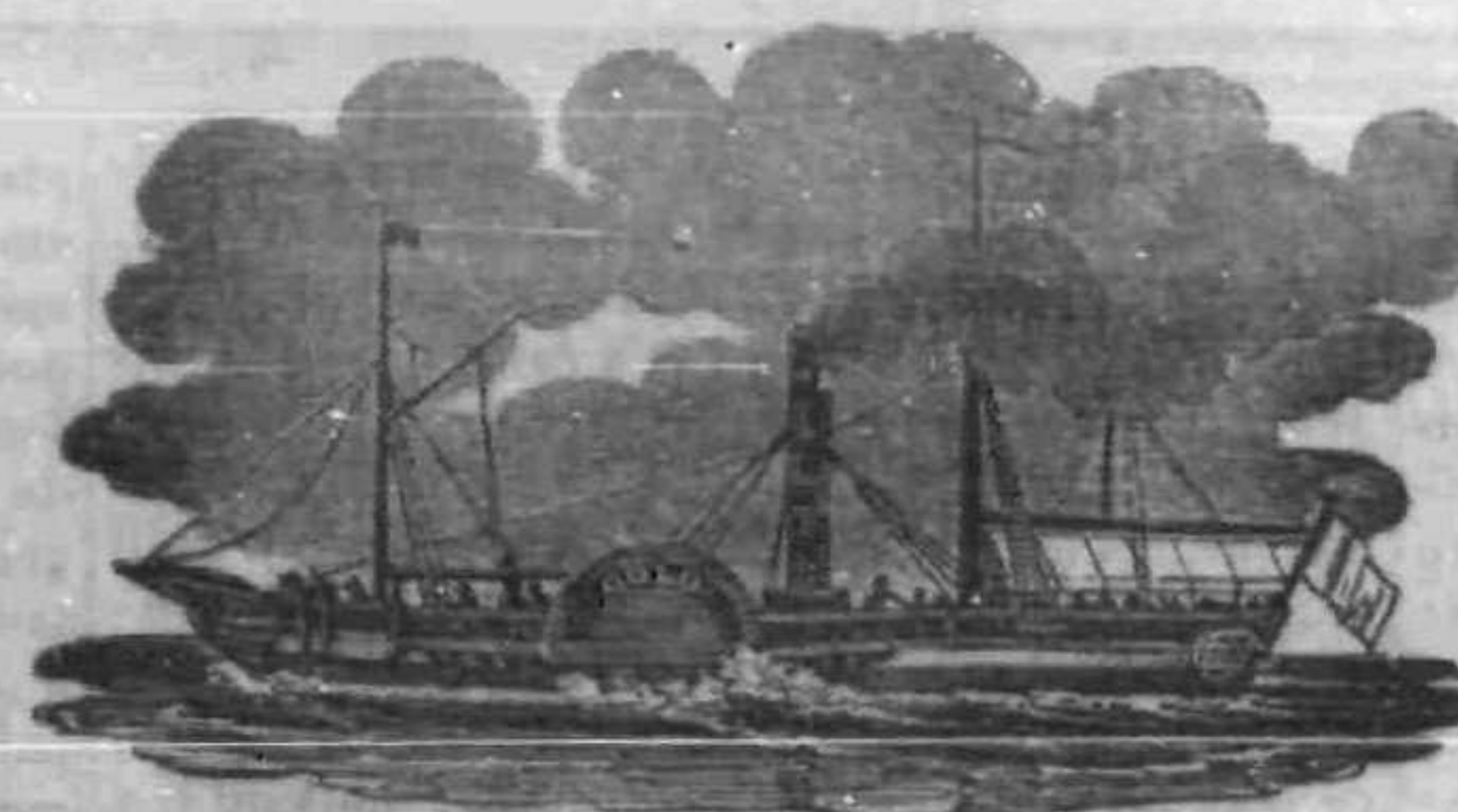
BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET
et Comp. Place de la Bourse N° 5, où
l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire
Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an 16 fr.
Pour six mois 8
Pour trois mois 4
Pour le Continent 20
Pour l'Etranger 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35

Bastia.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Toulon, 26 mai.
Alger, 23 mai.

Le général de Bar à M. le maréchal ministre
de la guerre

Mgr. le duc d'Aumale écrit, le 20, de son camp
de Chabounia :

« La smala d'Abd-el-Kader est prise, son trésor
pillé, les fantassins réguliers tués ou dispersés.
Quatre drapeaux, un canon, deux affûts, un bu-
tin immense, des populations et des troupeaux
considérables, sont tombés en notre pouvoir. »

Le prince a dû arriver le 22 à Boghar. Sa co-
lonne conduira les prises dans la Metidjah.

M. le maréchal, président du conseil, ministre
de la guerre, vient de recevoir de M. le gouver-
neur-général de l'Algérie une dépêche importante
sous la date de Tenez 17 mai. Les nouvelles sont
excellentes. M. le général Bugeaud rend compte
de toutes les opérations qui ont eu pour but
d'assurer les communications entre cette ville et
le camp d'El-Esnam. Deux affaires importantes
ont eu lieu le 11 et le 12; dans la seconde, la
grande tribu de sibhih a laissé entre nos mains
mille neuf cents prisonniers des deux sexes, trois
ou quatre cents poulains ou juments, sept ou huit
cents ânes et dix ou douze mille têtes de bétails;
selon son habitude le goum Arabe a soustrait une
partie des prises. — A la suite de cette razzia se
sont soumises toutes les tribus comprises depuis
Tenez jusqu'à l'embouchure du Chelif. — Le
général Changarnier dans l'Ouarensis; les gé-
néraux Lamoricière, Gentil et Bedeau dans la pro-
vince d'Oran, ont obtenu des succès signalés. —
Le général Baraguay-d'Hilliers écrit en date du
14 : « Toute la vallée de l'Oued-Guibly, ainsi que
les hautes montagnes qui la bornent sont à nous.
Les ouages que les tribus ont fourni nous assu-
rent que si les agressions avaient lieu, elles ne
pourraient être que partielles. — Les troupes sont
rentrées à Constantine, le 14, après trente-neuf
jours d'absence. Elles en repartiront dans 6 jours
pour aller aux Karakas. — Cette campagne de
quarante jours, commencée par des engagements
des plus sérieux contre des tribus Kabyles, re-
connues redoutables par le nombre et la valeur
de leurs guerriers, et dans un des pays des plus
difficiles pour la guerre, s'est terminée de la ma-
nière la plus favorable. Nos colonnes parcourent

aujourd'hui, pour rentrer dans leurs cantonne-
ments, le même pays, sans éprouver la moindre
résistance, sans entendre un seul coup de fusil. »

Par ordonnance royale du 21 avril dernier, M.
le maréchal de camp vicomte Berthier, comman-
dant la subdivision du Liamone, a été nommé
commandeur de la légion d'honneur.

— M. Gregori, conseiller à la cour royale de
Lyon, a été nommé chevalier de la légion d'hon-
neur.

— Par arrêté de M. le Ministre de l'instruction
publique, en date du 9 courant, M. Adrien
Louis a été chargé de l'enseignement de la litté-
rature française à l'école Paoli.

— M. Maître, inspecteur des contributions di-
rectes de 3^e classe en Corse, a été élevé à la 2^e
classe de son grade par un arrêté de M. le mini-
stre des finances en date du 22 de ce mois.

— M. le ministre de l'agriculture et du com-
merce vient d'accorder sur la proposition de M.
le préfet, un secours collectif de 1200 fr. en fa-
veur de plusieurs habitants du département qui
ont éprouvé des pertes résultant d'accidents im-
prévus.

Mgr Casanelli d'Istria, est arrivé à Ajaccio
avant-hier, sur le bateau à vapeur de l'État le
Papin.

Le départ du bateau à vapeur le *Télégraphe*
pour Ajaccio, fixé pour le 9 courant n'aura lieu,
d'après la demande de plusieurs passagers, que
le 13 au soir. Il arrivera à l'île-Rousse, Calvi,
dans la matinée du 14 et dans l'après midi à
Ajaccio. Le 15 il fera un voyage à Propriano, il
reviendra ensuite à Ajaccio et le repartira le soir
même du 15 pour être de retour à Bastia le 16
après avoir relâché à Calvi et l'île-Rousse.

INSURRECTION A MALAGA.

La corvette à vapeur le *Gassendi*, commandée
par M. Maisin, capitaine de corvette, partie le 4
mai 1843, pour remorquer en cas de besoin la
frégate *Uranie*, lors de son départ pour les îles
Marquises, a mouillé hier 30 sur notre rade à 5
heures du soir, et nous apporte les nouvelles
suivantes.

Après avoir quitté l'*Uranie* en dehors du dé-
troit de Gibraltar, par le travers de Tanger, le
Gassendi se rendit à Cadix, où il remit des re-
changes au brick le *Padine* qui devait rentrer
en France, mais qui reçut quelque temps après
l'ordre de rester provisoirement à Cadix.

Le *Gassendi* quitta cette rade le 21 mai et arri-
va le lendemain matin à Tanger; il y trouva le
contre-amiral Casy, auquel il remit des dépêches.
L'amiral était depuis une douzaine de jours à
Tanger et devait en partir le 25 pour Brest.

Le 23 dans l'après-midi le *Gassendi* leva l'an-
cre et arriva le même jour à Gibraltar. Il y avait
sur rade un vaisseau américain et un vaisseau an-
glais le *Formidable*. Il quitta cette ville le 24 et
arriva le 25 à Malaga.

Cette ville était depuis quelques jours en pleine
insurrection occasionnée par la nouvelle de la
chûte du ministère Lopez. La garde nationale
était maîtresse de tous les postes et avait forcé les
autorités militaires à suivre le mouvement, mais
celles-ci se voyant gravement compromises, ont
pris la fuite dans la nuit du 25 au 26 emmenant
avec elles toutes les troupes. Un grand nombre
d'hommes armés de leurs fusils et ayant des cein-
tures en cuir remplies de cartouches arrivaient
des campagnes environnantes; des voitures et
des chevaux chargés d'armes entraient en ville
par terre et de grandes barques remplies de fusils
de munition arrivaient en même temps par mer.

Au départ du *Gassendi*, le 26 mai, la place de
la Constitution était couverte de garde nationaux
armés et résolus à ne déposer les armes que lors-
que le ministère Lopez serait de nouveau appelé
au pouvoir par Espartero dont ils ne voulaient
reconnaître l'autorité qu'à cette condition.

Le *Gassendi* a eu son mât d'artimon cassé par
suite d'un abordage avec la frégate *Uranie* qui
a eu lieu le 11 à 9 heures et demie du soir; la
machine s'étant arrêtée par suite de défaut de
pression de la vapeur.

Le 10, il a rencontré à la mer une frégate avec
pavillon de contre-amiral et deux corvettes bré-
siliennes que l'*Uranie* a saluées de onze coups de
canon; ce salut lui a été rendu quelque temps
après. (Toulonnais).

Voici la nouvelle loi des sucres, telle que la
Chambre l'a adoptée par 286 voix contre 97 :

Art. 1^{er} Le droit de fabrication sur le sucre in-
digène, établi par la loi du 18 juillet 1837, sera
porté progressivement au même taux que le droit
payé à l'importation des sucres des colonies fran-
çaises d'Amérique.

A cet effet, à partir du 1^{er} août 1844, ce droit
sera augmenté, pendant quatre années succes-
sives, de 5 f. par an sur le sucre indigène au pre-
mier type et de nuances inférieures.

Art. 2. Au 1^{er} août prochain, les trois types déterminés par l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1840 pour la classification des sucres indigènes seront réduits à deux.

Le droit établi par ladite loi et par l'article précédent pour le premier type et ses nuances inférieures sera accru : 1^o d'un dixième pour le sucre au dessus du premier type jusqu'au deuxième inclusivement; 2^o de deux dixièmes pour les sucres d'une nuance supérieure au deuxième type, et pour les sucres de pain mêlés ou quatre cassons, et les sucres candis.

Art. 3. A la même époque, les droits à percevoir sur les sucres coloniaux seront établis d'après des types semblables à ceux qui seront formés pour les sucres indigènes.

La surtaxe des sucres supérieurs aux sucres bruts autre que blancs (premier type) sera égale à celle qui supporteront les sucres indigènes de qualités correspondantes.

L'importation des sucres raffinés demeure prohibée.

Art. 4. Le droit sur les glucoses à l'état de sirop ou à l'état concret est fixé à 2 fr. par 100 kil.

Art. 5. Les droits établis sur les sucres indigènes seront appliqués aux glucoses granulés présentant l'apparence des sucres cristallisables.

Art. 6. Le gouvernement continuera à déterminer, par des règlements d'administration publique, les mesures nécessaires pour assurer la perception du droit imposé par la présente loi sur les sucres indigènes, les glucoses ou matières saccharines non cristallisables. Ces règlements devront être présentés dans la prochaine session des Chambres pour être convertis en loi.

On nous prie d'insérer la lettre suivante adressée à M. le Rédacteur du *Progressif*.

Bastia, 31 mai 1843.

Monsieur le Rédacteur,

Votre dernier N^o contient, à l'article *Variétés*, quelques réflexions sur le port de Bastia, dictées par l'aveuglement de l'intérêt particulier, sous la forme impropre du *Charivari*.

L'on ne répondrait pas à l'anonyme qui vous a communiqué cet article pour faire de l'esprit avec lui. On le laisserait dans la bonne opinion de lui-même à cet égard, et l'on serait prêt à convenir avec lui, qu'il a dûment et indubitablement prouvé (qui pourrait en douter?) les publications plus ou moins intéressantes, plus ou moins originales; l'opinion avantageuse de lui-même; l'agrément anticipé de voir sauter comme une sardine dans une poêle à frire; quand il a du bon sens et c'est une chose rare; il ne prétend pas dire qu'il est un aigle pas plus que beaucoup d'autres apparemment; il a la vue perçante pour voir devant soi le port de Bastia, agité comme une cuvette pleine d'eau; les chances d'une élection; est-ce qu'on doit faire le port d'une ville au lieu que la nature lui a destiné? Voilà certes un homme dont on ne peut pas raisonnablement se passer; une petite vallée arrosée des eaux d'un ruisseau; est-ce que Bastia est le centre principal des opérations commerciales de l'île? Le secours du mulet n'est-il plus propre à la civilisation, que si le commerce et l'industrie pourront circuler par le moyen de la charrette? De quoi s'inquiètent ces braves gens vraiment. N'est-il pas évident qu'ils aspirent à occuper une place dans la commission sanitaire ou de l'hospice civil, ou à recueillir des briques pareilles tombant de la table du festin administratif? Aussi terminons cette charmante reproduction d'un goût exquis et de toute convenance, et nous engageons l'auteur à poursuivre dans cette belle carrière, où il aura toute liberté pour ce qui nous regarde. Nous nous y sommes arrêtés un instant,

uniquement pour faire voir ses bévues sur quelques points essentiels à la question qu'il touche.

Mais la pensée qui l'a excité à sa source dans une erreur nuisible à lui et à ceux qui la partagent, et c'est ce qu'il faut relever.

L'on voit clairement que l'anonyme possède des propriétés en face du port actuel, et qu'il craint l'agrandissement de la ville par la construction d'un nouveau port.

Nous avons soutenu et nous soutenons, que si ce résultat arrive, il n'y perdra pas, mais qu'il y gagnera par l'augmentation du bien-être et de la richesse générale.

Il lui est impossible de contester cette vérité, qui est prouvée par l'expérience constante de tous les lieux. Aussi, l'on ne peut pardonner son mauvais calcul, que par la même raison que l'on excusait les ouvriers, qui rejetaient jadis l'application de la vapeur à l'industrie.

S'il prétend pourtant que nous nous sommes trompés sur l'emplacement du port; puisqu'il désiérerait ce port, non à côté de la ville, mais au large de la crique actuelle; nous lui dirons, que ce projet est condamné par les marins, ainsi qu'il pourra s'en convaincre par l'enquête qui a eu lieu, et que telle paraît être décidément l'opinion des ingénieurs des ports et chaussées.

Le conseil général du département s'est prononcé aussi en connaissance de cause pour le port à Saint-Nicolas, et certes le public aime plutôt suivre ces autorités, que l'anonyme qui se trompe sur le propre compte. Le public persistera probablement dans cette opinion, tant que celui-ci ne lui aura montré, que la civilisation ancienne et le secours du mulet valent mieux que la barbarie actuelle.

Agitez etc.

A. M^{me}

Nouvelles Diverses.

— Les dernières nouvelles de Madrid, à la date du 20 mai, font concevoir les inquiétudes les plus sérieuses sur le maintien de la tranquillité. Les nouveaux ministres ont été poursuivis, à leur sortie du Congrès, par les cris hostiles de la foule et leurs voitures ont été assaillies d'une grêle de pierres.

A leur entrée dans la chambre des députés, M. Gomez Becerra, le nouveau président du conseil, et M. Hoyos, ministre de la guerre, ont été accueillis par une explosion de cris. Le second est sénateur, et comme sa nomination n'avait pas été officiellement communiquée à la chambre, il a été expulsé comme intrus. Mendizabal a été salué par ces mots : *A la porte le voleur!*

M. Olozaga et d'autres membres ont prononcé quelques paroles qui faisaient allusion aux desseins qu'on prête au Régent. « Dieu sauve la Patrie et la Reine, » a dit M. Olozaga, et des acclamations générales lui ont répondu.

Les séances des deux chambres ont été prorogées au 27, en vertu d'un décret du Régent qui suspend la session jusqu'à ce jour.

— On lit dans la *Phalange* :

Les affaires de la Péninsule prennent de nouveau un caractère de gravité alarmant, et l'ère de tranquillité publique semble encore indéfiniment ajournée pour ce malheureux pays.

Le ministre Lopez, qui représentait le parti national et l'immense majorité des cortès, ayant exigé du Régent la destitution des généraux Zurbarano et Linage, ses confidentiels les plus intimes, Espartaco a refusé son consentement à cette mesure, et le ministère a dû se retirer. L'assemblée des cortès, à l'unanimité moins trois voix, a offert publiquement aux ministres démissionnaires l'ex-

pression de ses regrets. Quelle détermination devra prendre le Régent en présence de cette manifestation formidable des cortès en faveur d'une politique notoirement hostile à sa politique personnelle? Le ministre Lopez représentait le parti de l'alliance française; on sait que le Régent est enchaîné à tout jamais aux volontés de l'ambassadeur anglais sir Asthon. A quel moyen pacifique recourir aujourd'hui pour faire marcher en paix et côté à côté deux intérêts aussi diamétralement opposés? Nous craignons vivement, pour notre compte, que cette exigence peut-être maladroite du parti national ne provoque de la part du Régent quelque coup d'Etat violent et désespéré, et que le duc de la Victoire, qui voit approcher le terme de sa puissance, ne s'arme de l'hostilité même contre la majorité des cortès pour jouer son va-tout. La formation d'un ministère où figure en première ligne le nom déjà trop fameux du banquier Mendizabal, agent avoué de l'Angleterre, ne prêle que trop de fondement déjà à ces appréhensions. L'Angleterre veut un traité de commerce qui lui livre le marché de l'Espagne comme le traité de Métaen lui a livré celui du Portugal. Peut-être a-t-elle trouvé le moment opportun pour la réalisation de ses vues.

ORIENT. — On écrit de Vienne, 17 mai, à la *Gazette d'Augsbourg* :

« Une estafette arrivée de Constantinople nous apprend que le ministre des affaires étrangères Sarim-Effendi a été destitué et que Rifast-Pacha, ambassadeur ottoman à notre cour, le remplace. Numtaz remplace Sarim provisoirement; Muktar-Bey remplacera Rifast. L'affaire de la navigation par la vapeur autrichienne dans la mer Noire s'est terminée entièrement à l'avantage du gouvernement autrichien. »

IRLANDE. — O'Connell vient de faire une marche triomphale à travers le comté de Limerick. On évalue à deux cent mille le nombre des personnes qui se trouvaient concentrées autour de son cortège, à son arrivée à Charleville.

— Il résulte du rapport présenté par M. Delessert, au sujet des caisses d'épargne, que la masse des dépôts à la caisse de Paris s'élevait au 31 décembre dernier à 95,370,000 fr. Elle est aujourd'hui de plus de 100 millions. Il y a en tout 149,000 déposants : la moyenne de leur actif était donc, fin décembre de 640 fr. par individu.

En 1842, la somme des versements et intérêts a dépassé de 4 millions celle de l'exercice précédent. L'excédant des versements sur les remboursements a été de près de 12 millions Il y a eu 35,653 déposants nouveaux en 1842.

L'exposé de la situation des caisses départementales porte à 200,364,250 fr. leur actif, c'est 42,375,647 fr. de plus qu'au 31 décembre 1841. La totalité des dépôts pour Paris et les départements était au 31 décembre 1842 de 296 millions : elle atteint maintenant le chiffre de 320 millions.

— Le commandant supérieur de Gigelli, en rendant compte à l'autorité, par un rapport officiel, des pertes qu'a fait éprouver à l'ennemi le bateau à vapeur *Euphrate*, commandé par M. Dumalle, lieutenant de vaisseau, dans l'attaque exécutée par ce navire contre les villages de la côte le 7 mai, fait connaître à M. le gouverneur-général de l'Algérie que plusieurs Arabes sont tombés sous les coups de l'artillerie de l'*Euphrate*, et entre autres la fille de Belkassen Boudira, cheik important en ce moment détenu prisonnier en France aux îles Sainte-Marguerite.

— Le *Moniteur* du 23 mai publie l'ordonnance en date du 21, qui nomme M. Legrand (de l'Oise) directeur-général de l'administration des forêts, en remplacement de M. Bresson, décédé.

M. Legrand est remplacé dans la direction générale des contributions directes par M. Magnier de Maisonneuve, précédemment directeur du commerce extérieur au ministère de l'agriculture.

— Le *Gomer* est arrivé à la Guadeloupe le 12 avril; aussitôt des proclamations ont fait connaître aux infortunés de la Pointe-à-Pitre avec quelle ardeur les sympathies de la France se sont manifestées pour adoucir leur désastre. Les expressions de reconnaissance de M. le gouverneur Gourbeyre et de M. Camby, maire de la malheureuse ville, sont aussi vives que touchantes. Le gouverneur a ordonné qu'on donnât une grande publicité à toutes les nouvelles de France qui sont de nature à faire revivre l'espérance dans le cœur de nos concitoyens.

— Un journal irlandais dit que le produit d'un jour de travail d'un percepteur de la taxe des pauvres de l'union Balinasloe, ayant à sa disposition cent hommes de police, a été 11 deniers 3/4. Un autre percepteur annonce que depuis huit jours il avait touché 1 fr. 50 c.

Variétés.

NOTRE HISTOIRE

SUR SALICETI.

III.

Se séparant avec éclat de la France, Paoli ne pouvait plus compter que sur le concours et le dévouement d'une seule fraction de peuple. Bientôt il allait se trouver en minorité. Délaissé d'un côté par les patriotes, qui formaient autrefois le nerf et la force du parti national et dont le plus grand nombre était entré, sans arrière-pensée, dans le mouvement révolutionnaire, il était, d'autre part, en dissentiment d'opinion et en opposition d'idées et d'intérêts avec la nuance royaliste, ne lui pardonnant jamais d'avoir applaudi à la chute de l'ancien régime, prêt serment à la constitution et accepté le commandement militaire de la Corse. Tel était son isolement que tous ses efforts, pour ressaisir son ancienne influence, n'aboutirent plus qu'à la guerre civile.

Saliceti en parut affligé. Ignore si Paoli se souvint de ses prophétiques paroles dans l'entre-cour de Corte, mais ce qu'il y a de positif, c'est que le nom de Saliceti se mêla, dit-on parfois, à l'expression de ses regrets.

Désormais un plus vaste théâtre s'ouvrait devant le député de la Corse. Les craintes de Lacombe Saint-Michel ne se sont que trop réalisées. Le domaine de la Méditerranée, la route du levant et des Dardanelles sont au pouvoir des trois flottes réunies, celle d'Angleterre, d'Espagne et de Naples. Il faut qu'une partie des armées républicaines marche et se concentre dans le midi. Le danger presse. On ne peut sortir de ces moments de crise que par un redoublement d'enthousiasme et d'énergie. La Convention avait pris le parti d'envoyer des représentants du peuple près les troupes armées disséminées sur les divers points du territoire. On a dit, que cette mesure a été plus saine qu'utile à la république. Nous ne sommes pas compétents pour nous prononcer sur cette question. Nous avons présent à l'esprit le mot si juste d'Annibal au rhéteur qui voulait disputer avec lui sur l'art militaire; seulement qu'il nous soit permis de faire observer, que si l'intervention et le contrôle des commissaires de la Convention dans les opérations des armées en étaient quelquefois les mouvements et nui-

saient à l'unité des plans, unité si nécessaire au succès des campagnes, plus souvent encore, l'active vigilance qu'ils exerçaient dans les états-majors, prévenait d'imminentes déflections et forçait les militaires les moins dévoués, à mourir au poste qui leur avait été assigné.

On pensa avec raison, que le choix des représentants à envoyer près les départements du midi, demandait un soin tout particulier. C'était avoir désigné d'avance Saliceti. Outre que sa fermeté grandissait avec les périls, tout le monde savait que dans les instants d'irrésolution et de panique, l'exemple de son ardent et courageux patriotisme entraînait les plus peureux. Le voilà donc avec Escudier, Gasparin, Fréron et Albitte, entre deux foyers d'insurrections royalistes, entre Lyon et Marseille. A leur aspect les fédéralistes et les autres partisans de l'étranger prennent la fuite, n'ayant plus d'espoir que dans le débarquement des troupes anglaises.

Voici dans quels termes Saliceti et ses collègues rendaient compte de ce qui s'était passé à Marseille. « Nous sommes entrés ce matin à huit heures à Marseille. Après avoir loué le brûlant courage avec lequel les troupes de la république ont dissipé hier l'armée des rebelles, nous avons été reçus avec elles et le général qui les commandait au milieu des plus vives et des plus nombreuses acclamations..... notre besogne sera bien pénible, mandait-il à leurs collègues de la Convention. Tout est désormais organisé mais la patrie est partout où l'on peut toujours la servir, et l'on peut toujours la servir quand on l'aime. Reste Toulon. La contre-révolution y est plénière. On nous a rapporté que les traitres avaient livré cette ville aux Anglais; ils en sont capables; qu'ils avaient arboré la cocarde blanche et la trépassent, mais nous ne songeons à cette nouvelle que pour prendre les mesures capables de détruire d'aussi criminelles trahisons. »

Saliceti ne se bornait pas à des rapports officiels. Il écrivait en même temps des lettres pressantes et chaleureuses pour insister auprès du Comité de Salut public sur la nécessité de faire passer dans le midi des renforts de l'armée d'Italie. « Au reste, ajoutait-il, d'accord en cela avec ses collègues, des hommes capables de périr pour servir la république sauront, quel que soit le nombre des ennemis, retarder leurs progrès et laisser leurs espérances assez longtemps pour vous donner le temps de les anéantir. Je suis vaincu par la fatigue, mais jamais par défaut de zèle et de dévouement. »

Dans une autre lettre adressée à Barrère, ce bulletin vivant, ce rapporteur infatigable des marches et des combats des armées républicaines, il le conjurait, au nom de la patrie en danger, de redoubler de zèle et d'efforts pour les mettre à même de frapper un coup décisif par un accroissement de forces sous les murs de Toulon. « Donnez, disait-il, des ordres prompts et sévères, pour que l'expédition de Lyon terminée, les troupes qui y sont employées viennent renforcer les nôtres. » Il mérita ensuite, sous les yeux du Comité de Salut public le tableau effrayant de la situation de la France. « Considérez, mandait-il dans une lettre, l'occupation de Toulon par les Anglais, l'obstination des Lyonnais, l'invasion de Mont-Blanc par les Piémontais, le silence observé de Bordeaux, les échecs de la Vendée, l'évacuation de Mayence, celle de Valenciennes et de Condé, le siège du Dunkerque, l'agitation de la Normandie et de la Bretagne, enfin les excès auxquels se porte l'agiotage. Ainsi nous sommes entourés d'ennemis et la coalition s'étend rapidement et gagne du terrain. »

Saliceti était parvenu à découvrir le foyer le plus actif de la contre-révolution et à intercepter les proclamations et les lettres de l'amiral Howe. La proclamation était conçue en ces termes et s'adressait aux habitants de Marseille et de Toulon.

« Français, vous êtes depuis quatre ans travaillés par une révolution qui a amené successivement sur vous tous les maux. Après avoir détruit le gouvernement, foulé aux pieds toutes les lois, assassiné la vertu, préconisé le crime, des factieux; parlant de liberté pour la ravir, de souveraineté du peuple pour dominer eux-mêmes, de propriétés pour les violer toutes, ont établi leur odieuse tyrannie sur les débris d'un trône où fume encore le sang de votre légitime souverain. Les bras sont enlevés à l'agriculture, votre numéraire a disparu, votre commerce est anéanti, une horrible famine vous menace. Voilà le tableau de vos maux. Il a dû affliger les puissances coalisées; elles n'ont vu de remède que dans le rétablissement de la monarchie. »

L'amiral offrait, pour épargner l'effusion du sang, de mettre à leur disposition les forces qui lui avaient été confiées. Avec leur concours rien n'était plus facile que d'écraser les factieux, rétablir l'harmonie et la tranquillité, que le système républicain menaçait, disait-il, de troubler dans toute l'Europe. Il les engageait enfin à avoir confiance dans la fidélité d'une nation franche et loyale. L'amiral venait de leur en donner une preuve éclatante en faisant escorter par des vaisseaux, anglais jusque dans leur port, un convoi de bâtiments chargés de blé et sortis de ceux de Gènes. « Prononcez-vous, disait-il en terminant la proclamation, et je vais faire succéder des années de bonheur à quatre ans de servitude et de calamités. »

Dans son infatigable activité, Saliceti, qui semblait ainsi préluder aux fonctions de ministre de police dont il devait être chargé quelques années après dans le royaume de Naples, était parvenu à intercepter d'autres pièces non moins importantes, entr'autres des lettres apprenant comment et par qui les premières ouvertures de l'amiral Howe avaient été acceptées; qui avait le plus ardemment poussé à ce mouvement monarchique; enfin quels étaient les officiers de l'escadre qui par leur lâche défection avaient déterminé cette manifestation contre-révolutionnaire et ouvert aux Anglais les chantiers et l'arsenal de cette ville maritime. On assure que ces documents étaient de nature à compromettre quelques uns de ses compatriotes imprudemment associés au complot qui tendait à rétablir la royauté en France, et qu'il les brûla.

Alliant la fermeté à la modération, il sauva de la hache révolutionnaire quelques uns de ces jeunes gens égarés par des meneurs, trouvant qu'il convenait mieux de les envoyer aux armées, racheter, en combattant, l'erreur involontaire de la trahison que de les livrer au bourreau; mais il crut devoir demeurer inflexible contre les chefs. Aussi était-il d'avis qu'il fallait prendre sans délai les mesures les plus énergiques. La première de toutes, à son avis, était le désarmement général, sauf à rendre les armes aux bons citoyens qui ne s'étaient pas avilis en prêtant le serment aux rebelles. Les autres mesures étaient l'apposition des sceaux et le sequestre sur les biens des républicains mis hors la loi; l'organisation du tribunal révolutionnaire; la rentrée des fonds dans les caisses de l'Etat; la réouverture des clubs et des sociétés populaires. Au milieu de ces pénibles émotions, son cœur en éprouva une bien douce. « Je l'annonçai avec bonheur, écrivait-il à un de ses amis, le 27 août 1793, que j'ai contribué à rendre à

la liberté cinq cents prisonniers dont tout le crime était d'être républicains et qui devaient le payer de leur tête. Parmi ceux-là étaient trois réfugiés corse. A leur place je n'eusse jamais oublié ce jour de délivrance.

Saint-André qui considérait Saliceti comme le plus habile et le plus ferme d'entre ses collègues, lui écrivait le 3 septembre pour lui annoncer que toutes ses demandes avaient été admises sans difficulté et que la Convention nationale, sur le rapport de son Comité de Salut public, leur avait laissé la plus grande latitude de pouvoirs et approuvait sans réserve toutes les mesures qu'il avait jugé convenable de prendre. Le ministre de l'intérieur était autorisé à disposer de la somme de 80,000 livres pour fournir un secours provisoire aux veuves et aux enfants des citoyens de Marseille assassinés par les contre-révolutionnaires de cette ville.

Saliceti avait demandé en outre que le ministre de l'intérieur fit passer à Marseille, sur les fonds extraordinaires mis à sa disposition, la somme de 4,000,000 pour fournir au remboursement de l'emprunt fait par les commerçants de cette ville, aux représentants du peuple, dans les départements méridionaux en vertu de leur arrêté. Cette proposition fut également traduite en un des articles du décret.

Grâce à ces promptes et fermes dispositions, la situation du midi devint plus rassurante. Barrère s'empressait de donner cette heureuse nouvelle à ses collègues de la Convention dans la séance du 15 septembre. « Le midi va très-bien dit l'orateur. Il donna lecture d'une lettre signée par Saliceti et les deux autres commissaires à la date du 7 septembre et dont les deux passages suivants furent vivement applaudis : « Nous ne pouvons pas faire l'éloge de toutes les troupes. Elles sont dignes de combattre pour la liberté. Nos ennemis doivent avoir perdu bien du monde. Cette journée, une des plus satisfaisantes pour des républicains, nous mettra dans le cas, nous l'espérons, d'arracher bientôt le pavillon blanc que nous avons vu flotter sur le fort de Lamalgue, de le chasser de notre rade ou d'y brûler l'escadre anglaise. Vous pouvez compter sur le zèle de Cartaux et de l'armée : et que n'ajoutait-il sur l'habileté stratégique du jeune commandant de l'artillerie ? Alors ils étaient bien loin de se douter que le capitaine Bonaparte allait accomplir, par la seule force de son génie, ce qu'avaient vainement tenté Cartaux, Doppet et Dugommier. — Ce jour tant désiré arrive. Forcé dans son dernier retranchement, le royalisme, frappé à mort à Toulon, ne lèvera plus la tête que dans quelques coins reculés de la Vendée.

Dans la séance du 4 nivôse, Barrère apprenait en ces termes à la Convention cet heureux événement : « Citoyens, les armes de la république ont encore triomphé pendant que nous décrétons les récompenses nationales pour le succès des armées contre Toulon. Nous ne pensions pas qu'elles étaient déjà méritées. C'est ainsi que les âmes libres s'entendaient d'une extrémité de la république à l'autre. Les intriguants coalisés du dehors sont chassés, les intriguants coalisés de l'intérieur sont vaincus. » Nommant ensuite ceux qui avaient le plus mérité de la patrie, en prenant une part glorieuse à l'expulsion des étrangers, il prodiguait d'abord les plus grands éloges aux représentants du peuple, Saliceti et Robespierre jeune. On les avait vu le sabre à la main indiquer aux premières troupes de la république le chemin de la victoire et monter les premiers à l'assaut. Ils ont donné l'exemple du courage, poursuivaient le rapporteur du Comité de Salut public. La pluie, le temps le plus af-

freux n'ont pu ralentir un instant l'ardeur des représentants du peuple et des armées républicaines. Vous décréterez donc unanimement que l'armée dirigée contre Toulon a bien mérité de la patrie. A ces mots, toute l'assemblée se leva en criant : Oui, oui. Le président ayant mis aux voix la proposition, elle fut décrétée par une acclamation unanime au bruit des applaudissements des spectateurs.

Le 25 frimaire et après avoir passé toute la nuit au milieu des soldats, de l'arsenal embrasé et des quartiers fumant encore de tous les feux du siège, Saliceti écrivait d'Ollioules à cinq heures du matin la lettre suivante à un de ses compatriotes alors à Paris. « Mon cher ami, arrivé de Toulon où une division de nos troupes est entrée sur les trois heures, après avoir bombardé cette ville infâme pendant douze heures. Les ennemis l'ont évacuée, avec précipitation, au moment que les échelles étaient prêtes pour l'escalader. Mais en partant ils ont mis le feu à ceux des vaisseaux qu'ils n'ont pu amener ainsi qu'à l'arsenal. La ville est maintenant embrasée et offre le spectacle le plus affreux. Presque tous les habitants se sont sauvés. Ceux qui sont restés serviront pour apaiser les mânes de nos braves frères qui ont combattu avec tant de vaillance. Salut et fraternité. » (La suite au prochain N°)

PARIS ÉLÉGANT ET LONGCHAMPS RÉUNIS, Revue des Modes, des Salons, des Théâtres, de la Littérature et des Arts. 8^e ANNÉE.

Paris Élegant paraît tous les samedis, par livraison de 32 colonnes; très-grand in-8°, on 52 livraisons par an. Les articles de modes suivent pas à pas et avec un soin scrupuleux toutes les révolutions, tous les changements, tous les caprices de la mode. Sa partie littéraire, confiée aux plumes les plus distinguées, passe en revue tous les ouvrages nouveaux, et donne, en les escortant d'une analyse toujours faite d'une façon amusante et piquante, des fragments de romans en vogue. En outre, il publie, de son côté, des nouvelles, des historiettes, des articles de mœurs, de voyages, le compte-rendu des pièces nouvelles, une chronique des tribunaux, des théâtres, des concerts, enfin un *Courrier de la Ville* destiné à servir d'écho à toutes les anecdotes, à tous les faits curieux ou intéressants de la semaine, et qui promène en quelque sorte le lecteur au milieu des bouillottes, des salons, des coulisses, en un mot dans tous les lieux de Paris qui offrent pâture à la malice et matière à l'indiscrétion.

Trente-six GRAVURES DE MODES, copiées dans les plus brillantes soirées ou les plus habiles ateliers, et seize MORCEAUX DIVERS, romances, quatuors, fragments extraits d'opéra nouveaux accompagnent les livraisons de l'année.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
1 an, 25 fr.; 6 mois 13; 3 mois, 7. — 3 fr. en sus par an pour l'étranger, et 5 fr. pour les Colonies.

On s'abonne, à Paris, au bureau, rue des Filles-Saint-Thomas, 1, place de la Bourse; dans les départements, chez tous les Directeurs de Postes, aux bureaux des Messageries Royales et des Messageries Lafitte et Caillard, et par mandats sur la Poste. (Affranchir).

CHEZ LES FRÈRES FABIANI.

Livre de mariage. — Paroissien complet. — Heures des Dames. — Journée du Chrétien. — Semaine Sainte. etc. etc. reliés en velours avec agrafe, coins etc.
Joli assortiment de livres de messe en italien.

DAGUERRÉOTYPE.

Les personnes qui désirent obtenir leur portrait au moyen du Daguerreotype sont priées de s'adresser à la maison Ceconi, vis-à-vis la Place Louis-Philippe. Le prix d'un seul portrait est de 10 fr. A la même adresse on vend un Daguerreotype à un prix modéré.

Théâtre de Bastia.

La Troupe d'Artistes Dramatique et Chorégraphique, sous la direction de M. Haart, venant de Rome et Naples, donnera quelques représentations seulement avant de se rendre à Marseille où elle est attendue.

Première représentation, demain dimanche 4 juin.

1^o LA FILLE DE DOMINIQUE, vaudeville en un acte, par MM. Charles, Villeneuve et Mélesville.
2^o LE GRAND MENOTTE DE LA COUR DE LOUIS XV, dansé par Mlle Pauline et Mlle Céline.

3^o HENRI IV EN FAMILLE, comédie en un acte, par M. Émile Vanderburck.

4^o UNE NUIT CHAMPÊTRE, Ballet Pantomime en un acte.

Pour lundi : LES PETITES PENSIONNAIRES, vaudeville. — LA CACHUCHA, vaudeville.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 27 mai au 2 juin 1843.

ARRIVÉES.

Rio, tartane V^e des Carmes, c. Carletti, minéral.
Aleria, bombarde St-Charles, c. Padovani, charbon.
Ajaccio, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passager.
Aleria, ch.-marée Baptiste, c. Guaitella, charbon.
Macinaggio, brick-golette Conception, c. Casanova, bois de construction.

Livourne, b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci, passager.
Aleria, brick-golette Deux-Amis, c. Alfonsi, passager.
Aleria, brick-golette Assomption, c. Oliva, passager.
Toulon, bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Livourne, mistick Pipi, c. Gentile, lest.
Padulella, bouf Assomption, c. Collari, lest.
Solenzara, bouf Conception, c. Belgodere, charbon.
Livourne, mistick Assomption, c. Thiers, lest.
Livourne, b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci, passager.
Portovechio, mistick St-Vincent-Ferreri, c. Bertestini, lest.

Livourne, b. à vap. Sebastiani, c. Valzi, passager.
Macinaggio, gondole St-Jean-Baptiste, c. Calvi, lest.

Gênes, bouf Jésus-Marie, c. Bausa, bois.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

Un de nos abonnés nous adresse l'article suivant sur la route du Nebbio. Nous nous empressons de l'insérer en entier, quoique nous ne parissions pas ses alarmes et que nous attendions un heureux résultat de l'examen attentif qu'a fait des lieux M. de Silgoy, inspecteur extraordinaire, envoyé par le gouvernement.

DE LA ROUTE DE NEBBIO.

M. le ministre de la guerre, persistant dans sa résolution primitive, vient de décider que la partie de la route de ceinture, qui doit relier Bastia à Calvi, passera par St-Florent. Ainsi le tracé par la vallée de Bivincio, qui se recommandait si puissamment, à tant de titres, est abandonné par l'administration centrale et l'on va dépenser des sommes considérables pour rectifier les énormes pentes existantes sur la route actuelle, de Bastia à St-Florent, sans aucun avantage direct. Nous nous affligeons vivement d'un résultat semblable, que nous étions loin de prévoir et qui compromet si gravement les intérêts de la fertile vallée de Nebbio. L'amour de la ligne droite l'a emporté encore une fois. L'on a préféré traverser des contrées désertes sans population, sans agriculture, sans industrie, tandis qu'il était si simple et si naturel de faire passer la route nouvelle là où les progrès accomplis appelaient un nouveau progrès, une nouvelle amélioration, une puissante pour activer et développer sur une vaste échelle la prospérité chaque jour grandissante de l'un des cantons les plus fertiles et les plus travailleurs de notre île. C'est là une de ces richesses et déplorables résolutions dont on aura bientôt à se repentir. En attendant, le mal sera fait et quand on s'en sera bien aperçu, il sera malheureusement trop tard pour y porter remède.

On a beaucoup parlé dans cette circonstance de la nécessité de la défense du territoire. Mais avec la route nouvelle, en se plaçant au point de vue exclusif et étroit du génie militaire, la sécurité du pays sera bien moins grande. Supposez, en effet, qu'une descente victorieuse des ennemis ait lieu soit à Bastia, soit à St-Florent, par la route actuelle, aux pentes si fortes, aux détours si nombreux, la communication de l'une de ces vallées à l'autre est difficile, lente surtout pour un corps expéditionnaire. Le temps qu'on mettrait à surmonter les difficultés de la route, donnerait à l'une ou l'autre place les moyens de

compléter la défense, d'assurer la sécurité, et les communications des deux portions de l'armée envahissante devenant pénible, la résistance qu'on pourrait opposer aux assiégeants serait plus facile et plus efficace. Eh bien ! ce sont ces difficultés protectrices qu'on veut faire disparaître. En facilitant la défense, on facilite par là même l'attaque. St-Florent et Bastia seront rapprochés sans doute par une route rectifiée, mais elles seront affaiblies de toutes les aisances qu'on donnera aux communications, sans qu'en échange, on ait fait la moindre chose pour les intérêts de l'agriculture et du commerce.

Par la vallée de Bivincio, au contraire, le génie militaire, tout en faisant les affaires de l'industrie, faisait parfaitement les siennes, puisqu'il trouvait un moyen excellent et très-pen dispendieux de fortifier cette route, de la mettre non seulement à l'abri d'un coup de main, mais de la rendre à peu près impraticable à une armée ennemie. Une forteresse élevée dans l'endroit le plus étroit de la gorge de Bivincio, au *Salto del ciaco* par exemple, aurait fait de ce chemin une espèce de Thermopyles, où une poignée de braves soldats aurait pu tenir en échec une armée entière. La défense du pays eût été sauvegardée en même temps que l'agriculture et l'industrie des nombreux villages du Nebbio auraient été protégées. Tout le monde y eût trouvé ainsi son compte : St-Florent, qui aurait vu la chaîne de montagnes qui le sépare de la côte orientale s'aplanir et s'abaisser soit devant ses produits, soit devant ceux de la Casinca; le trop plein du port de Bastia aurait pu, un jour, prendre la nouvelle route et créer des intérêts marchands au port en projet de St-Florent que la portion orientale de l'île aurait ainsi en partie vivifiée; Bastia aurait vu se former à ses portes une réserve féconde et productive pour satisfaire à l'approvisionnement de toute espèce; les communes d'Olmeta, Vellacelle, Rutali, Murato, Rapale, Pieve, Sorio, St-Gavino et St-Pietro, au lieu du débouché insignifiant de St-Florent, auraient vu se former pour elles un marché considérable de seize mille âmes, en même temps qu'elles auraient été en rapport direct, prompt et facile avec toute la côte orientale de la Corse, appelée à de si belles destinées et dont les progrès auraient réagi si vivement sur le Nebbio lui-même. Encore un coup, au lieu de ces magnifiques résultats, on a muré de nouveau le Nebbio dans la chaîne de montagnes, on a refoulé violemment son expansion au dehors et après l'avoir renfermé dans une espèce de muraille de la Chine, on a cru avoir tout gagné, parce

qu'on a affaibli la sécurité militaire de cette partie de la Corse, précisément alors qu'on voulait arriver à la rendre plus forte.

Si la résolution est immuable, nous n'avons plus qu'à déplorer du plus profond de notre conviction la décision qui a été prise; mais comme gémissant sur une faute ne la répare pas, il nous faut faire plus et tâcher de trouver un remède ailleurs que la où nous devons tout naturellement espérer le rencontrer.

La route de Bivincio est nécessaire, indispensable. Si elle ne doit pas faire communiquer Bastia avec Calvi, il faut au moins qu'elle nous mette en rapport direct et facile avec la partie centrale du Nebbio. Il faut que cette route, si malheureusement abandonnée, soit reprise, sous une forme nouvelle pour répondre à sa destination primitive. Il faut enfin que toutes les richesses et industries communes du Nebbio, théâtre de nos vieilles luttes nationales et aujourd'hui théâtre d'une lutte nouvelle et féconde contre le sol qu'on contraind à porter tous ses fruits, soient reliées entre elles et trouvent dans les facilités des communications à établir, une compensation au sort qu'on leur a fait. Le conseil général de la Corse, le conseil d'arrondissement de Bastia, doivent solliciter près du gouvernement que cette route soit classée soit comme route royale, soit comme un embranchement indispensable entre l'est et l'ouest de l'île, alors qu'une vallée a été creusée là des mains de la nature, comme pour apprendre à l'homme, qu'il doit continuer son œuvre. A défaut de route royale, la route de Bivincio a tous les droits à faire valoir pour obtenir son classement comme route départementale. Il faut donc reprendre la question sous une forme nouvelle. Il y aurait désertion coupable des intérêts du pays à se regarder comme battu. Le mal est seulement plus grand aujourd'hui qu'il ne l'était hier. Il faut donc redoubler d'énergie et de persévérance.

Académie de la Corse. Sont nommés membres des commissions d'instruction primaire pour l'examen des instituteurs et des institutrices dans le département de la Corse, pendant la période triennale du 1^{er} janvier 1843 au 31 décembre 1845, savoir :

Commission d'examen pour les instituteurs : MM. le recteur ou l'inspecteur de l'Académie, président; l'abbé Perri, chanoine de la cathédrale; Vignali, principal du collège; Cauro, régent de philosophie; Susini, régent de mathématiques;

Conti, avocat; Mauri, directeur de l'école normale primaire; Cerati, inspecteur des écoles primaires, secrétaire Paoli sous-inspecteur des écoles primaires. — Commission d'examen pour les institutrices: MM. le recteur ou l'inspecteur de l'Académie, président; Peraldi, maire, avocat; l'abbé Peri, chanoine de la cathédrale; Cerati, inspecteur des écoles primaires; Susini, régent de mathématiques; Fratini, régent de quatrième; Frère Eucher, directeur des écoles chrétiennes; Paoli, sous-inspecteur des écoles primaires, secrétaire, Mesdames Huart, Peraldi, Cauro.

— Une ordonnance royale du 15 mai a nommé définitivement huissier, près le tribunal civil de Bastia, M. Bianchi Antoine, qui exerçait provisoirement ces fonctions avec zèle et probité depuis plus de vingt ans.

Nouvelles Diverses.

— Le *Messenger* publie le rapport du duc d'Aumale, contenant les détails de la prise de la smala d'Abd-el-Kader.

Après une marche rapide, dont l'ennemi ne surprit pas le secret, le prince se trouva tout-à-coup, le 16 mai, à onze heures, à mille mètres de la smala tout entière, établie sur la source du Taguin. Il n'avait avec lui que 500 chevaux; les zouaves étaient à deux heures en arrière; le gros de l'infanterie était une demi-journée de marche. La smala, composée de 300 douars présentait un effectif de 5,000 fusils. Malgré l'extrême inégalité du nombre, le prince craignant que les deux heures nécessaires pour attendre la jonction des zouaves ne fussent manquées l'occasion, et comptant d'ailleurs sur le désavantage qui résulterait pour les combattants de la smala, de la présence des femmes, des vieillards et des enfants lança hardiment ses 500 chevaux sur cette masse compacte, qui bientôt fut mise dans le plus complet désordre. On ne tua que des combattants, dit le rapport du prince, et 300 cadavres restèrent sur le terrain. Nous avons eu 9 hommes tués et 12 blessés, 16 chevaux tués et 12 blessés.

Vers quatre heures, après une marche admirable, 30 lieues en 36 heures, l'infanterie arriva en bon ordre et sans avoir laissé en arrière ni un homme, ni un mulet.

Une lettre écrite par un officier de l'expédition porte à 7,000 le nombre des prisonniers, et à 60,000 têtes le troupeau capturé. Les Arabes ont fait un butin immense.

Parmi les prisonniers se trouvent des personnages très-importants: entre autres toute la famille du kalifa Ben-Allal (Sidi-Embarrack), plusieurs des principaux officiers d'Abd-el-Kader et deux marabouts influents.

La mère et la femme d'Abd-el-Kader se sont sauvées sur un mulet avec une escorte de quelques cavaliers.

Alors. — Le dernier courrier du nord de l'Afrique nous a apporté des nouvelles intéressantes. Il est certain maintenant que le dernier coup de main tenté par la colonne d'Aumale a eu des résultats de la plus grande importance; cette courte expédition a fait tomber en notre pouvoir des familles puissantes, dont les chefs se trouvent actuellement dans une fautive position, ce qui peut faire espérer de nombreuses soumissions. Nous avons, de plus, la certitude que la prise de la Smalah a produit dans l'intérieur une impression impossible à décrire et que bien des chefs restés fidèles à Abd-el-Kader jusqu'à ce jour sont complètement démoralisés.

Il y a lieu de croire aussi que la nouvelle de la prise d'un grand nombre de luyards de la Smalah par le lieutenant-général de Lamoricière, qui s'était répandue à Alger au départ du dernier paquebot de la correspondance, n'est pas dénuée de fondement.

Enfin le général Changarnier, de son côté, vient de faire une expédition heureuse dans les montagnes de l'Ouarsenis, d'où il a ramené 1,500 à 2,000 prisonniers, et une grande quantité de bétail.

Ce sont là des faits heureux, et qui font bien augurer des grandes opérations qui commencent à peine.

Malheureusement, au milieu de tous ces succès nous avons quelques pertes à déplorer. M. le colonel d'Illens a été tué, ainsi que le brave et regrettable général Mustapha. M. d'Illens était un excellent militaire dont l'armée d'Afrique appréciait les qualités. Quant au général Mustapha, sa mort laisse un vide qu'il sera, sinon impossible, du moins très-difficile de combler.

(Toulonnais)

CHINE. — Une lettre de l'île Maurice, à la date du 1^{er} mai, reçue à Cherbourg, le 26 mai, annonce que les Chinois ont brûlé toutes les factoreries anglaises. Cette nouvelle, on le pense bien, a besoin de confirmation. Nous avons, par la voie de la Méditerranée, des nouvelles de Bombay de la même date, qui ne parlent pas de cet événement. Elles disent seulement que les négociations de sir H. Pottinger se trouvent suspendues par suite de la mort subite du grand commissaire Elephon, dont les dispositions conciliatrices permettaient de compter sur une prompte solution.

On assure que le gouvernement a reçu de la Chine des communications desquelles il résulterait que l'intention de l'empereur est de donner directement avec dans ses états aux Français, tout comme il l'a fait à l'égard des Anglais. Par suite de cette nouvelle, une division navale va être expédiée dans ces parages; elle sera commandée, dit-on, par un contre-amiral, ce qui fait supposer qu'elle sera composée de plusieurs frégates et autres bâtiments de guerre.

Le prince de Joinville est arrivé le 27 mars à Rio-Janeiro. S. A. R. a été reçu par la famille impériale et la population brésilienne avec les plus grands honneurs.

M. O'Connell a reçu jeudi, à l'hôtel de Brundley, à Nenagh, la nouvelle de sa révocation. Il est parti le lendemain pour Dublin.

Le lord chancelier vient de révoquer M. O'Donnell de Don Castle, et M. T. Phillips de Mays.

Il paraît, d'après les nouvelles de Dublin du 28, que les fonds déjà envoyés au Corn-Exchange pour le meeting hebdomadaire au rappel de l'Union montent au-delà 1,500 liv. sterl. O'Connell sera de retour pour le meeting. Demain les fonds du rappel s'élèveront à 2000 liv. sterl. A Dundalk, un meeting s'est tenu dimanche soir. Diverses personnes se sont fait inscrire comme membres de l'association; le capitaine Mac Mahon, du 13^e de dragons légers, entre autres, qui a versé 1 liv. sterl.

La plus grande activité est mise à Londres à envoyer des troupes, des armes et des munitions en Irlande. Depuis 5 jours, 25,000 armes à feu sont sorties des arsenaux de la Tour et de Woolwich. Le *Cyclope*, dont l'équipage venait d'être renvoyé, a été remis en état en quelques heures et a quitté Woolwich hier chargé d'armes et de tentes pour les troupes. La frégate à vapeur *Alban* a quitté Deptford hier, aussi chargée de tentes et de munitions. D'autres bateaux à vapeur s'apprêtent pour le même service. (Globe.)

— Le *Mercantile Advertiser*, l'*Evening Mail* et le *Kerry Evening*, journaux irlandais, donnent des détails sur les armements qui s'effectuent en Irlande, et notamment à Dublin. Les maisons qui appartiennent au gouvernement, dans *Ship-Street*, vont être converties en casernes. Les personnes qui habitent ces maisons ont été prévenues qu'elles devaient déloger.

On annonçait à Dublin qu'une proclamation interdisant les meetings allait être affichée, d'après les instructions envoyées par le ministère au chancelier.

Variétés.

NOTICE HISTORIQUE

SCR SALICETI.

IV.

Aussi bien que dans les colonnes, témoins de son intrépidité, tout le monde se plaisait à reconnaître et à proclamer que par son activité et son exemple le représentant Saliceti avait efficacement contribué à hâter de plusieurs jours la prise de Toulon. Il ne travailla pas avec moins d'ardeur à circonscrive le foyer de l'incendie destiné, dans l'odieuse pensée des coalisés, à détruire dans les chantiers tout ce qu'ils n'avaient pu emporter avec eux.

Dans son rapport au ministre de la guerre, du 29 frimaire an 2, le général en chef fait la mention la plus honorable de Saliceti et de deux de ses collègues. « Ils étaient avec nous, disait le brave général, et donnaient à nos frères l'exemple du dévouement le plus signalé. »

Ceux des Corses qui se trouvaient dans l'armée assiégeante s'étaient aussi noblement conduits. Nous en trouvons la preuve dans une lettre de Saliceti à Barthélemy Arena du 6 nivôse. « Ton frère Peppo et tous les Corses que nous avons à Toulon ont combattu héroïquement. C'est par cette raison que nous les avons jugés dignes d'un avancement de grade. Bonaparte a été nommé général de brigade ainsi que ton frère et Cervoni. Je m'occupe en ce moment du soin de faire armer les vaisseaux qui doivent escorter le convoi destiné à la Corse. »

Dès cet instant toute sa sollicitude se portait de ce côté. Chassée de la rade de Toulon la flotte anglaise était allée resserrer le blocus de la Corse. La victoire de l'armée républicaine demeurait incomplète, tant que l'île restait au pouvoir des Anglais. Une idée douloureuse poursuivait Saliceti et le portait à activer les préparatifs du convoi; c'était la crainte que le parti anglais ne marquât son passage en Corse par des vexations contre les patriotes. Il y en avait un à côté de lui qui, frémissant de rage, partageait ses vives inquiétudes: on a déjà nommé Napoléon. On eût dit, à voir sa douleur, que dans le bruit des vagues de la mer il entendait chaque jour les plaintes et les vœux des Français insulaires. Saliceti le calmait en lui faisant entrevoir leur prochaine délivrance. C'était aussi l'espoir de tous ceux qui venaient chercher parmi eux un asile contre les injures et les menaces de la faction britannique. Saliceti était leur Providence. Il avait de l'argent pour les plus nécessaires et des paroles consolantes pour tous. Le dévouement de Bonaparte, d'Arena et de Cervoni avait répandu le plus vif intérêt sur tous les Corses en général. Il eût suffi de ce passage de la lettre du brave Dugommier au ministre, pour justifier la sollicitude des représentants du peuple à leur égard: « Je ne saurais

trop louer, citoyen ministre, la bonne conduite de tous ceux de nos frères d'armes qui ont voulu se battre; parmi ceux qui se sont le plus distingués et qui m'ont le plus aidé à rallier et à pousser en avant ce sont, disait le général en chef, les citoyens Bonaparte commandant l'artillerie, Arena et Cervoni adjudants-généraux. »

Jamais éloges n'avaient été mieux mérités. La contre-révolution écrasée dans le midi, c'était un danger de moins pour la république, mais ce n'était pas le terme des rudes épreuves qu'elle avait à traverser. L'insurrection de la Vendée dévorait ses meilleures troupes et entretenait de coupables espérances parmi les royalistes. D'un autre côté les frontières méridionales de la France étaient menacées. Il était d'une bonne politique de prendre l'offensive en reportant la guerre en Italie.

Un instant Saliceti eut devoir s'effacer; ce fut après le 9 thermidor. L'amitié de Fréron et de Barrère ne lui paraissait pas une sauvegarde suffisante. Pour mettre sa tête à l'abri de l'orage il se rendit en Italie en passant par Monaco où il fut caché par son ami, le chef de bataillon Arrighi. Mais à peine sorti de sa retraite Saliceti sollicita et obtint le périlleux honneur de partager les fatigues et les périls des soldats républicains.

Le 2 vendémiaire an 3, il écrivit du Caire en Piémont, au Comité de Salut public, que la victoire venait de secourir le courage des républicains, que douze mille autrichiens, chassés de position en position à la pointe de la bayonnette, fuyaient en désordre. « L'action a été très-vive, portait la dépêche, l'ennemi a perdu mille hommes au moins tués, blessés ou prisonniers; cette armée n'a pu s'échapper qu'à la faveur de la nuit. Sa déroute a été telle qu'elle a laissé une partie de ses blessés et ses magasins remplis de vivres et de fourrages. Nous avons vu nos braves républicains s'honorant de leurs blessures, les montrer avec orgueil à leurs camarades pour exciter leur valeur au plus fort de la mêlée et ne cessant de faire entendre au lieu de cris de douleur, des cris de joie et de vive la république. »

Le 13 ventémiaire arrive; Napoléon est élevé au commandement de l'armée d'Italie. Il avait vu et admiré le courage de Saliceti pendant le siège de Toulon; il connaît et apprécie la sûreté de son jugement dans les moments difficiles, et compte sur son besoin sur les lumières de son expérience. Saliceti n'avait pas moins de foi dans le génie et la fortune de son jeune compatriote. L'un et l'autre mesuraient sans effroi la hauteur des Alpes. Quoique étranger aux règles de l'art militaire, le plan de campagne du nouveau général lui parut un gage certain de cette succession rapide de victoires que l'on appelle les campagnes d'Italie.

Ses collègues qui n'avaient pas la même confiance dans celui qu'ils considéraient comme le protégé du Directeur Barras, étaient encore partagés entre la crainte et l'espérance. Il ne fallut rien moins que les prodiges de son génie guerrier et toutes les étonnantes combinaisons de la science stratégique, pour vaincre l'incrédulité des autres représentants du peuple et la sourde opposition des vieux généraux, secrètement humiliés de se voir placés sous les ordres d'un chef de 27 ans. Saliceti était fier de ses succès: « Qu'en pensez-vous maintenant, disait-il peu de temps après à ses collègues grandement étonnés de voir, en moins d'une année, avec des troupes désorganisées, battre successivement cinq armées chacune plus forte que la sienne, que pensez-vous de l'injustice de vos doutes? Franchement n'avez-vous pas dépassé votre attente? » Ce fut surtout après le passage de Lodi où Saliceti s'exposa en

solidat à côté du général en chef, qu'il dit au représentant Albiste. « Désormais tous les pas de notre armée seront marqués par de nouvelles victoires plus éclatantes encore que celles que nous avons remportées. Bientôt vous verrez le roi de Sardaigne, le duc de Parme, de Modène, le Pape et l'empereur lui-même demander la paix. » Il y avait dans ce pressentiment une vue nette de l'avenir. En effet le 17 octobre suivant le traité de Campo-formio venait confirmer entièrement les prévisions du représentant Saliceti.

Au milieu des graves préoccupations de la politique, sa pensée se reportait souvent sur la Corse. Nul ne travailla avec plus d'ardeur à sa délivrance. C'était lui qui, ralliant les Corses réfugiés, leur fournit les moyens d'y opérer un soulèvement général contre les Anglais. Leur expulsion, selon Charles Botta, était entrée pour beaucoup dans les motifs qui avaient fait choisir Napoléon pour le commandement de l'armée d'Italie. « On espérait que Bonaparte, lisant nous dans son histoire des peuples d'Italie, vainqueur dans la péninsule italique n'aurait pas eu de peine à faire entrer sous l'empire des lois l'île où il avait reçu le jour. On voulait opposer Bonaparte à Paoli, ne doutant point que l'ambition aurait facilement fait taire en lui l'amour dont il avait fait profession autrefois pour la liberté de son pays. Bonaparte général en chef ne pouvait plus être ce même officier d'artillerie dont le cœur palpitait au seul nom de l'ancien défenseur de l'indépendance de la Corse. » Saliceti ne se lassait point de presser l'envoi des renforts et des secours que réclamait le parti français de l'île; c'est-à-dire l'immense majorité.

De Livourne il faisait écrire à ses compatriotes qu'il ne fallait rien épargner pour soustraire l'île à l'influence de l'Angleterre. « Il y avait bien singulier, disait-il, lorsque la république est assez puissante pour balayer du sol italien les armées de l'empereur d'Autriche, qu'elle ne le fût pas assez pour chasser les Anglais de l'île. Soyez unis dans vos sentiments et vos efforts et je vous promets que Gilbert Elliot et ses partisans s'estimeront heureux de pouvoir regagner sans encombre le bord de leurs vaisseaux. »

Ce qu'il avait prévu arriva. L'occupation anglaise ne pouvait être de longue durée. C'était en vain que ses partisans faisaient sonner bien haut la constitution du 19 juin 1794. Aussitôt que les dissensions éclatèrent, le libéralisme et les assurances de la plus scrupuleuse légalité dans tous les actes du gouvernement furent complètement oubliées. Plus occupé à maintenir sa vice-royauté chancelante que du soin de réaliser les beaux projets d'utilité générale, projets qui devaient pourtant former la plus vive sollicitude du gouvernement, le beau-frère de Pitt comprit bientôt que l'héritage de Théodore allait lui échapper. Les républicains craignaient de ses embarras et du désappointement de sa cour. Saliceti savait mieux que personne que le cabinet de St-James n'avait en Corse d'autre influence que celle de Paoli; dès le moment où il perdait cet appui, son évacuation était imminente et inévitable. Qu'était-ce en effet que la coterie de Pozzo di Borgo? Un parti faible, isolé, ne tenant aux Anglais que par l'appas des guinées, ne regrettant que des pensions, et qui, impuissant à lutter contre les républicains, ne demandait plus qu'à expier dans la nullité de la vie privée la faute grave d'avoir prêté serment de fidélité au roi Georges, qu'à passer à l'étranger ou à se rallier franchement aux couleurs nationales.

Saliceti et Miot, chargés au nom du Directoire d'organiser provisoirement l'administration, crurent devoir annuler le passé. Il était dans

l'esprit de leur mission de rapprocher les partis et de fonder toutes les opinions hostiles en un seul sentiment, l'amour de la France. Cette œuvre de pacification s'accomplit plus aisément qu'on ne l'avait espéré. Ce qu'il importait le plus de ménager en Corse, ce sont les croyances religieuses. Aussi la proclamation des nouveaux commissaires était-elle conçue et rédigée de façon à rassurer les consciences sur la liberté du culte. « L'une des singularités de notre époque, disaient les Commissaires, est l'alliance politique entre le S^t Siège et les Anglais. Depuis qu'ils ne souillent plus de leur présence le sol sacré de la patrie, ce que nous devons détester le plus ce sont les excès de l'anarchie, c'est le système monarchique. Que ceux qui ont ouvert nos ports et nos villes devant les étrangers aillent traîner leur vie au loin, dans les remords et le mépris, ce cortège inévitable de toute trahison. »

La fermeté de ses convictions et, ce qui ne le recommandait pas moins aux suffrages de ses concitoyens, un dévouement sans bornes aux intérêts du pays, valurent pour la troisième fois à Saliceti l'honneur de les représenter près le conseil des cinq-cents.

Il entra dans les vues politiques du Directoire exécutif d'étendre et de rallier la puissance française dans la Méditerranée. De là, une nouvelle expédition maritime contre la Sardaigne. L'honneur national y était engagé, on espérait venger le sang des braves qui, quelques années auparavant, avait rougi les côtes de cette île. Il n'en fut point ainsi. Cette nouvelle expédition avorta entièrement, et voici par quelles causes. Les émigrés corse réunis à la hâte par les émissaires secrets de la légation russe, parurent un excellent moyen pour opérer une prompt diversion. Munis d'argent et d'instructions les envoya de Livourne et d'autres ports de l'Italie exciter en Corse des soulèvements partiels sans autre but que celui de faire échouer l'expédition.

Dans cette circonstance Saliceti n'agit point avec sa prudence accoutumée. Commissaire civil, chargé par conséquent de la direction de tout ce qui rentrait dans les combinaisons et les mesures politiques, il ne comprit pas assez que de légères échafaudures sans portée et sans plan arrêté, n'étaient pas une contre-révolution. Il finit, à notre avis, par poursuivre l'expédition contre la Sardaigne, sans s'être assuré contre les rebelles. On eût ainsi évité le piège qu'avait dressé sous leurs pas la diplomatie étrangère. Nous le disons à regret, cédant à un premier mouvement d'indignation bien légitime, mais intempestive, le commissaire du gouvernement commit la faute de suspendre tout-à-coup les préparatifs de l'entreprise pour tourner toutes ses forces contre les communes insurgées. Il voulut d'abord commencer par soumettre le Finimorbo. Des soldats appartenant aux glorieuses brigades de l'Italie furent vigoureusement repoussés avec des pertes considérables par une poignée d'hommes. Obligés de battre en retraite, privés de vivres et de munitions, ils passèrent bientôt de l'exaspération, à la révolte. La voix des chefs fut méconvenue: les sous-officiers les remplacèrent dans le commandement. S'avançant vers la ville de Corte dans une attitude menaçante au nombre de cinq mille, ils demandant qu'on leur livrât le commissaire Saliceti. Jamais il ne s'était trouvé dans une position plus critique.

Il importait de faire entrer dans le devoir cette troupe indisciplinée. Cet exemple d'insubordination ne pouvait manquer d'accroître l'audace des insurgés. Témoin de ses inquiétudes et de son embarras, la municipalité de Corte s'empressa de lui offrir son concours et répondit du dévoue-

ment de la population. Il y avait alors à la tête de la garde civique un jeune homme décidé et fort influent, c'était l'avocat Gaffori. Voici la lettre qu'il reçut du Commissaire du gouvernement le 7 Messidor an 6. « Vous avez été chargé, citoyen Gaffori, du commandement de la place de Corte. Continuez dans ce commandement jusqu'à l'arrivée du chef de brigade Constantini et donnez tous vos soins pour que la tranquillité et le bon ordre règnent dans cette commune. »

Rassuré par la contenance énergique des habitants, Saliceti s'en remet avec confiance à la municipalité du soin de prendre toutes les mesures d'ordre et de sûreté que commandait la gravité des circonstances. Dans un instant l'entrée de la ville du côté du midi est barricadée, le château occupé par un détachement de la garde civique, et le tocsin appelant aux armes cette belliqueuse jeunesse avertissait la troupe mutinée de la résolution énergique où était la ville tout entière de faire respecter l'autorité et le commandement en les ramenant par la force aux devoirs de l'obéissance. — On vit alors un beau trait de courage civique. La troupe était déjà arrivée au pont de la Rostonica distant à peine d'une portée de fusil des avenues de la ville. Les sommations des chefs militaires n'avaient servi qu'à l'irriter d'avantage. Les plus mutins répondaient par des menaces et des injures à tous ceux qui cherchaient à les calmer. Ce fut dans ce moment décisif que, revêtus de leur écharpe tricolore, les officiers municipaux P. L. Arrighi et Joseph Gnelfucci s'avancant hardiment jusqu'à la tête de la demi-brigade: où allez-vous? leur demandèrent-ils d'une voix ferme: puis s'adressant aux chefs apparens de la révolte ils les sommèrent au nom de la loi de s'arrêter. « Vous voyez derrière nous, poursuivirent ces courageux magistrats, toute la population armée; elle n'attend qu'un mot, un signal pour se précipiter contre vos bataillons. Sachez qu'avant d'arriver au commissaire du gouvernement, il faudrait passer sur le cadavre de chacun de nous. »

Il y a dans la noble attitude du pouvoir civil quelque chose qui impose et commande le respect à la force militaire. S'il ne prend pas sur elle l'ascendant moral qui lui appartient, c'est qu'il se trouve entre des mains faibles. La soumission de ses soldats mutinés est une preuve de plus de la justesse de cette remarque. Une aussi grave infraction aux lois de la discipline exigeait le châtiment des principaux auteurs de la rébellion. Toutefois Saliceti, que la sincérité de leur regrets avait à demi désarmé, trouva une puissante raison d'indulgence dans les privations qu'ils avaient endurées et les glorieux souvenirs de l'Italie.

Restait l'insurrection des provinces de Tavana et de Balagne. Il fallait frapper vite et fort. Saliceti se montra sévère jusqu'à la cruauté. Il voulut que l'on se souvint longtemps du passage des soldats républicains. C'était peu de sévir contre les principaux meneurs. Il n'épargna pas non plus les malheureux qui tombèrent au pouvoir de ses soldats irrités. A défaut de guillotine on en pendit plusieurs aux arbres. Vint ensuite une contribution extraordinaire. Elle pesa plus particulièrement sur les riches propriétaires de la Balagne. Saliceti y vit tout à la fois un moyen de répression, et une des sources financières, car ses troupes étaient dans le dénuement le plus complet.

Ce terrible enseignement aurait dû apprendre aux Corsés à se défier des suggestions intéressées des ambitieux qui, dans l'espoir souvent chimérique de satisfaire des passions ou des vues personnelles attirent, sur les masses, tous les malheurs d'une violente réaction!

(La fin au prochain N°)

AVIS.

Un Concours sera ouvert le 1^{er} août prochain pour l'admission de Chirurgiens-élèves dans les hôpitaux militaires d'instruction de Metz, Strasbourg, Lille, et à l'hôpital de perfectionnement à Paris. Les examens auront lieu à Paris, Metz, Nancy, Strasbourg, Besançon, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Rennes, Lille, Bastia, Bayonne et Perpignan.

Les candidats devront se faire inscrire à l'Intendance Militaire de celle de ces dernières villes où ils désirent concourir. Il leur sera donné connaissance dans les bureaux du Sous-Intendant Militaire ou du Commandant de la Place ou dans ceux de la Mairie de la Commune où le présent avis est affiché, du programme arrêté par M. le Ministre de la guerre pour ce concours.

Bastia le 10 Juin 1843.

Le Sous-Intendant Militaire de 1^{re} Classe, SEGONNE.

Commission spéciale chargée de la réédification de la Basilique de St-Paul à Rome.

AVIS.

Il sera procédé dans le délai de trente jours à dater de l'affiche du présent avis et de son insertion dans les journaux, à Rome au bureau du secrétaire et chancelier de la Chambre Apostolique, et à l'étranger dans les chancelleries respectives de MM. les consuls généraux de SA SAINTÉTÉ à la réception et ouverture des soumissions cachetées pour les fournitures de divers marbres et granits destinés au pavage de la grande nef et des quatre nefs latérales de la Basilique de St-Paul à Rome. La commission nommée pour présider aux travaux de reconstruction de ladite Basilique prendra connaissance des soumissions et statuera sur les diverses offres faites par les soumissionnaires qui devront se conformer exactement aux clauses et conditions du cahier des charges dont il leur sera donné communication tous les jours chez M. Lota, consul général de SA SAINTÉTÉ à Bastia.

LA FAVEUR

toujours croissante avec laquelle MM. les médecins et les malades accueillent depuis longtemps les divers moyens, simples, commodes, économiques, que M. Le Perdriel pharmacien Breveté, faubourg Montmartre, 78 à Paris, a créé pour l'entretien et le pansement des Exutoires à provoquer la cupidité des contrefacteurs qui cherchent à délivrer au public des produits qui ne proviennent pas de sa pharmacie et qui par conséquent n'offrent aucune garantie de leur bonne confection. M. le Perdriel est donc obligé de rappeler au public les taffetas, l'un épispastique pour entretenir parfaitement les vésicatoires, l'autre rafraîchissant pour panser les Cautéres sans démanaison, ses Poids Elastiques adoucissants à la guimauve, suppuratifs au garou, ses compresses en papier lavé, sa toile vésicante pour établir promptement les vésicatoires, ses serres-bras etc., portent tous le timbre de sa pharmacie et sa signature, les Rouleaux de taffetas renferment des notices timbrées et signées de lui, indiquant les soins à apporter au pansement des exutoires. — Dépositaires M. GIRALT ph. à Bastia.

L'EAU O'MÉARA CONTRE LES MAUX DE DENTS

autorisée par ord. Royale, calme les plus vives douleurs, détruit la carie et évite les maladies auxquelles la bouche est assujettie. (1 fr. 75 c. le flacon) Dépôts chez MM. GROSSETTY ph. à Ajaccio; GIRALT ph. à Bastia.



Le bateau à vapeur le *Télégraphe* partira de Bastia pour Ajaccio le 13 du courant. Il arrivera à l'île-Rousse, à Calvi dans la matinée du 14 et dans l'après midi à Ajaccio. Le 15 il fera un voyage à Propriano, il reviendra ensuite à Ajaccio et repartira le soir même du 15 pour être de retour à Bastia le 16 après avoir relâché à Calvi et à l'île-Rousse.

Théâtre de Bastia.

La troupe des Jeunes Artistes dramatique et chorégraphique, sous la direction de M. Huart, donnera aujourd'hui Samedi 10 juin 1843 :

- 1^{re} Une première représentation d'UNE MATINÉE A ISPAHAN, ballet divertissement en un acte.
- 2^o Une première représentation de LES PREMIERS AMOURS, vaudeville en un acte par M. Scribe.
- 3^o On commencera, à la demande, par HENRY IV EN FAMILLE, comédie en un acte.

DEMAIN DIMANCHE 11 JUIN.

- 1^o RIQUET A LA HOUPE, comédie en 2 actes et 3 tableaux mêlés de chant.
- 2^o LA PETITE LAITIÈRE, vaudeville, terminé par le Grand Ballet.
- 3^o Dans un entr'acte Mlle Léontine chantera le grand air de Robert Devereux.
- 4^o Le spectacle sera terminé par, UNE MATINÉE A ISPAHAN; ballet en un acte.

LUNDI 12 JUIN.

- 1^o Une 1^{re} représentation de LE MARI DE 5 ANS, comédie en un acte mêlée de chant.
 - 2^o Une 2^{me} représentation de LA FILLE DE DOMINIQUE, vaudeville.
 - 3^o LA CRACOVienne, terminée par le Ballet.
- Incessamment, LE GAMIN DE PARIS.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 3 au 9 juin 1843.

ARRIVÉES.

Livourne. goélette, St-Joseph. c. Mecolin. blé.
Livourne. mistick, Assomption. c. Thiers. blé.
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi, pass.
Marseille. goélette, Constance. c. Rogliano. div.
Toulon. b. goélette, La Corse. c. Sisco. vin.
Portovecchio. tartane, François-Etienne. c. Guaitella. bois.
Padulella. mistick, Pipi. c. Gentile. fer.
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi.
Livourne. bat. à vap. Télégraphe. c. Lota.
Toulon. bat. à vap. Var. c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Toulon. b. à vap. Le Golo. c. Valzi. dépêches.
Livourne. b. à vap. Télégraphe. c. Lota. passag.
St-Pélegri. bœuf, Assomption. c. Collari. lest.
Portovecchio. ch-marée, Aniché. c. Gay. lest.
Livourne. b. à vap. Pozzidiborgo. c. Bertocci. pas.
Pronete. b. goélette. St-Antoine c. Guasco. lest.

Le Gérant N. TARTABOLI.

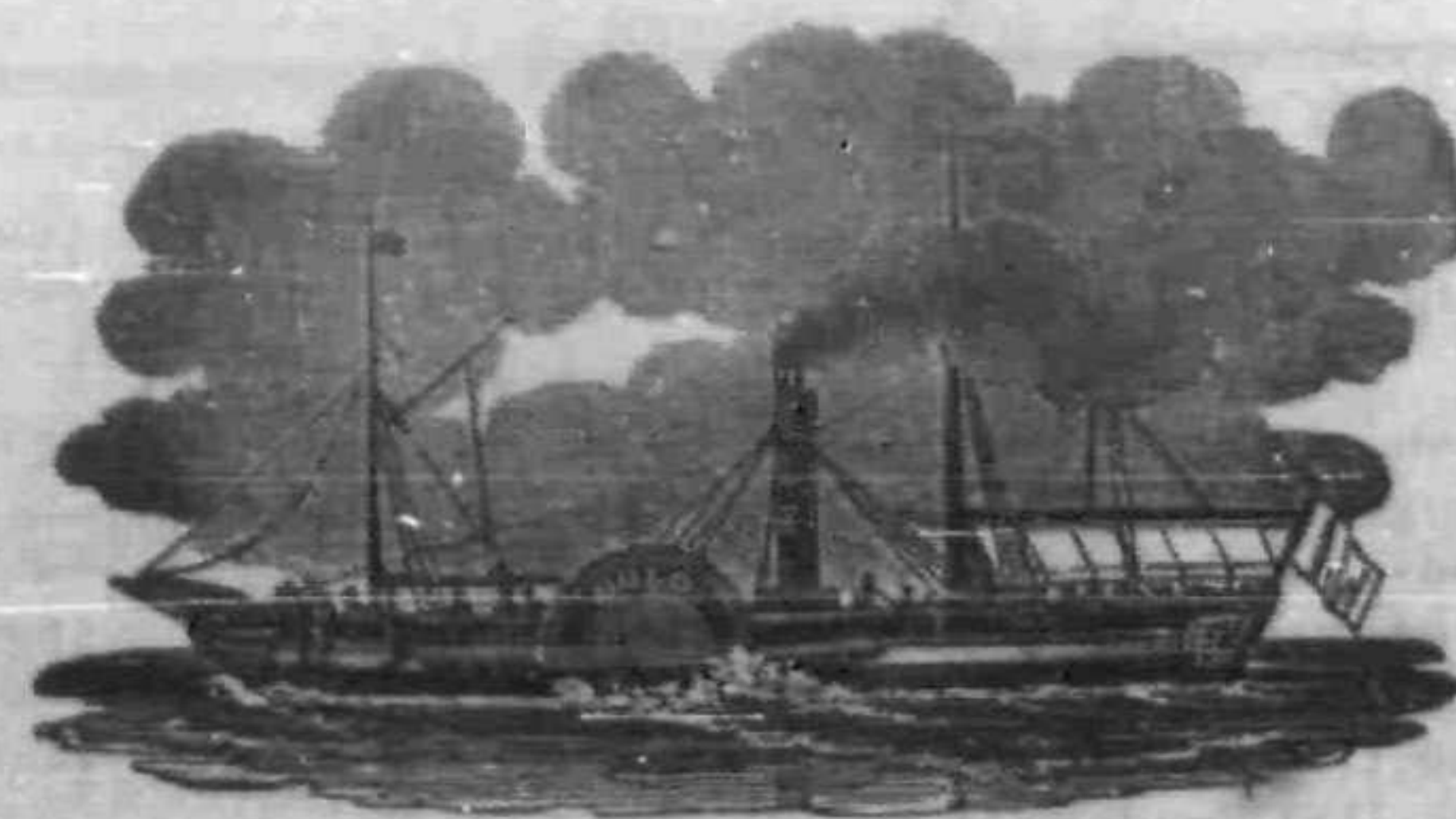
BASTIA. — IMPRIMERIE FADIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

Office-Correspondance de LEJOLIVET Comp. Place de la Bourse N° 5, où se reçoivent les annonces pour l'Insulaire français.



L'Insulaire Français.

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

LECTIONS MUNICIPALES DE LA VILLE DE BASTIA.

1^{re} Section dite de la Place d'armes.

Votants	114
Lazarotti (Sébastien)	95
Gavini, membre sortant	79
Oletta, Dominique	47
Ascherio, membre sortant	46
Dané	15

MM. Lazarotti et Gavini ayant obtenu seuls la majorité des suffrages, l'élection du 3^e conseiller est renvoyée au lendemain; mais les deux derniers candidats ne s'étant pas présentés, M. Oletta est élu à l'unanimité.

2^o Section dite de la Conception.

Votants	117
Mariotti, greffier du trib. de comm.	106
Milanta, idem	95
Benigni, avocat, membre sortant	94
Latour, membre sortant	27

Les trois premiers, ayant réuni la majorité des suffrages, ont été nommés conseillers.

Par ordonnance royale MM. Arrighi et Gavini, conseillers près la cour royale de Bastia, ont été nommés chevaliers de la légion d'honneur.

Par ordonnance royale en date du 1^{er} du courant, M. Arrighi, Henry, avocat, a été nommé juge suppléant au tribunal de 1^{re} instance de Corte, en remplacement de M. Gaffori, appelé à d'autres fonctions.

— Par ordonnance royale en date du 30 mai dernier, M. Padovani, François-Antoine, notaire, a été nommé suppléant du juge de paix du canton de Sari (arrondissement d'Ajaccio) en remplacement de M. Colonna d'Istria, décédé.

M. Brizard, adjoint de 1^{re} classe à l'Intendance militaire, attaché à la place d'Ajaccio, est arrivé par le dernier bateau de la correspondance. Le même bateau a ramené à Ajaccio M. Huart, recteur de l'académie.

Le brick de guerre le *Cassard* est arrivé dans notre rade avant-hier. Il est venu de Livourne, où il est de station, pour compléter son équipage.

Un arrêté de M. le recteur de l'académie contient les dispositions suivantes :

Art. 1^{er} La première session de la commission

des lettres s'ouvrira le quinzième jour avant l'ouverture des vacances, fixée pour les collèges de la Corse au 22 juillet.

Art. 2 Les candidats doivent se faire inscrire au secrétariat de l'académie avant le 25 juin courant, et transmettre pour cette époque leurs certificats d'études et l'extrait de leur acte de naissance.

Le 25 juin, le registre d'inscription sera définitivement arrêté.

Art. 3. MM. les principaux des collèges seront informés ultérieurement du jour où commenceront les examens. Ce jour leur sera désigné par M. le président de la commission des lettres.

On nous écrit de Canari le 6 juin :

La bombarde appelée la *Conception* de St-Florent du port de 68 tonneaux, chargée de chaux, a été la proie des flammes dans la nuit du 2 courant, dans l'anse de Fornali où elle était ancrée. Malgré les efforts de l'équipage et d'autres personnes qui se trouvaient sur les lieux, on n'a pu parvenir à en arrêter la destruction.

Ce sinistre, évalué à près de 30,000 fr., plonge dans la misère le sieur Franceschi Fabien qui était seul propriétaire du navire et du chargement.

Chambre des Députés. — Séance du 9 et 10 juin.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant demande de crédits pour les dépenses des établissements français dans l'Océanie.

M. A. de Gasparin. Lord Ashley disait dernièrement à la tribune anglaise, à propos de l'importation de l'opium en Chine, qu'il aimerait mieux voir son pays descendre au rang des puissances de troisième ordre, que de lui voir fouter aux pieds, comme il lui reprochait de le faire, les principes de la morale et de l'humanité. C'est un sentiment analogue qui m'amène à cette tribune.

Que la chambre ne craigne pas de m'entendre traiter une question religieuse. On ne devrait jamais aborder les questions religieuses à cette tribune.

Dans l'occupation des îles de la Société et d'Otaïti, l'intérêt politique et commercial est nul; il y en a un autre. M. Reybaud et M. de Carné, dans leurs curieux articles sur la question, affirment que c'est à la provocation de la maison religieuse de Fiepus que les expéditions ont été entreprises. (Longue rumeur). Le père Mathias et

un autre missionnaire ont annoncé ces expéditions en 1838. Ils ont dit qu'on voulait établir partout des missionnaires catholiques.

Comme M. le duc de Broglie l'a soutenu, l'orateur ne peut voir un motif raisonnable de l'occupation de ces îles lointaines, en dehors de l'intérêt religieux. Ce n'est pas seulement en Angleterre, mais aussi en Suisse et en Allemagne que le protestantisme s'est ému. Il s'est senti attaqué par la France. Il y a en 1833 un décret du pape qui a donné à la maison de Picpus toutes les îles de l'Océanie. (On rit.)

Maintenant, j'ai à vous entretenir de quelques circonstances honteuses. Dans ces îles où nous avons voulu introduire la civilisation, un règlement portait interdiction aux femmes indigènes de communiquer avec les équipages européens; un autre défendait l'usage des spiritueux. Eh bien! je crains que nous n'ayons fait la guerre qu'à ces deux règlements. Vous savez tout ce qui a été dit des désordres qu'auraient commis les équipages de l'*Arctique*, de l'*Astrolabe* et de la *Zélée*. Vous avez entendu parler de ces orgies dont un coup de canon donnait le signal à bord, et qui cessaient également au signal d'un coup de canon.

Quant aux spiritueux, vous savez, messieurs, que, sous un tel climat, c'est un véritable poison; c'est la perte du corps aussi bien que de l'âme. (Bruit confus. — Interruption.)

M. Leray, rapporteur. Lorsque M. le capitaine Laplace a demandé la modération des droits sur les eaux-de-vie françaises, l'impôt était tel que nos eaux-de-vie ne pouvaient être vendues aux Sandwich.

M. de Gasparin. Avant 1839, les îles Sandwich offraient le spectacle de l'ordre le plus parfait, et depuis 1839 l'ivrognerie y a fait naître tous les autres vices.

Plusieurs voix. Prenez-vous-en aux Anglais! M. de Gasparin. J'arrive à l'introduction forcée des missionnaires catholiques dans les îles que nous venons d'occuper. (Exclamations sur plusieurs bancs.) Ne craignez pas, messieurs, que j'émette ici une opinion contraire à la liberté des cultes. Je sais ce qu'on peut dire en faveur du culte catholique dans ces îles; mais là où la liberté des cultes n'existe pas il n'y a pas de choix. Les expéditions n'ont été faites que pour réintégrer les catholiques dans les îles d'où ils avaient été exclus.

Qu'on me charge de faire admettre dans certaines contrées des missionnaires protestants français, et je me fais fort de fournir à notre marine

des expéditions de quoi la défrayer long-temps. Ainsi nos missionnaires français protestants sont sans cesse repoussés d'Espagne, d'Italie. (Exclamations à gauche.)

M. Denis. Voici l'article 1^{er} du traité obtenu par M. de Laplace : « Le culte catholique sera libre dans les possessions du roi des îles Sandwich, et jouira des mêmes droits que le culte protestant ».

M. de Gasparin. Nous ne demandons pas autre chose, nous autres protestants, en Espagne, en Portugal, en Italie. (Hilarité et interruption.)

L'orateur s'élève, en finissant, contre les tendances au rétablissement d'une religion de l'Etat.

M. Guizot, ministre des affaires étrangères, répondant à M. de Gasparin, dit qu'il ne convient pas à un gouvernement de faire de la propagande religieuse; non, fût-ce même pour transmettre la foi aux païens. Le gouvernement anglais non plus ne fait pas de propagande; mais il y a des missionnaires.

Une voix. Oui, des missionnaires commerciaux.

M. Guizot. Il y a de ceux-là, sans doute; mais il y en a d'autres aussi qui n'ont en vue que l'intérêt religieux. Mais en même temps ils portent au loin le nom, la langue de leur patrie, et pour ce motif le gouvernement les soutient. Aux missionnaires libres la propagation religieuse; au gouvernement la protection de ses nationaux, même missionnaires; à chacun son devoir. (Très bien!)

La France a ses missionnaires comme l'Angleterre; ces hommes courageux et dévoués ont été fonder dans ces parages des missions qui y font connaître le nom de la France. Ils ont étendu leurs travaux sur les archipels de la mer Pacifique et à la Nouvelle-Zélande; pourquoi le Gouvernement français ne les soutiendrait-il pas comme le Gouvernement anglais soutient ses missionnaires? (Très-bien!)

On me dit: Vous allez donc vous faire les patrons de la religion catholique. Je ne vois pas pourquoi la France ne se ferait pas dans ce pays la protectrice du catholicisme. (Très-bien!) C'est pour elle un rôle ancien dans l'histoire du monde. (Approbation.)

Est-ce parce que la France a établi la liberté religieuse qu'elle devrait renoncer à ce rôle? Pourquoi la France ne ferait-elle pas dans les mers du Sud, ce qu'elle fait chez elle? (Très-bien!) Là, pas plus qu'en France, il ne sera pour tant porté atteinte à la liberté des cultes.

Nouvelles d'Afrique.

Le nouveau chef que l'autorité française vient de donner aux Douaïres et Zmelas nous inspire une entière confiance. El-Mezari appartient à une famille illustre qu'Abd-el-Kader a décimée.

Le jeune El-Mezari, celui que l'on a mis à la tête du Magzen d'Oran, parvint à se sauver, il y a environ deux ans; il fut reçu avec de grandes démonstrations par le brave général Mustapha, qui versa des larmes en embrassant le fils de son ancien ami. Chaudement recommandé au général de Lamoricière, El-Mezari fut incorporé dans le Magzen avec un grade élevé, et l'on remarqua que les cavaliers de ce corps avaient une grande vénération pour lui.

Ainsi, El-Mezari sera, il faut l'espérer, le digne successeur du brave et regrettable général Mustapha; s'il avait été donné à ce dernier de faire un choix, il eût désigné certainement El-Mezari, qui a déjà donné, au surplus, des preuves de fidélité et de bravoure.

Nouvelles Diverses.

On lit dans le *Moniteur* :

« S. A. B. M. le prince de Joinville, arrivé à Rio-Janeiro, et muni du consentement du Roi, a demandé à S. M. l'empereur du Brésil la main de S. A. I. madame la princesse Françoise de Bragança, qui lui a été accordée. »

« Le mariage a dû être célébré à Rio-Janeiro, le 1^{er} mai. »

« Le prince de Joinville amène en France la jeune princesse sur la frégate la *Belle-Poule*. »

« On attend LL. AA. RR. dans le courant du mois prochain. »

— Une lettre de Caracas 23 avril, adressée au *Courrier des Etats-Unis*, annonce qu'un traité d'amitié, de commerce et de navigation a été conclu entre M. David, plénipotentiaire français, et M. Aranda, ministre des relations extérieures de la république. Le 16 avril, ce traité a été approuvé à l'unanimité par le sénat et la chambre des représentants.

— On écrit de Vienne (Autriche), 24 mai, à la *Gazette des Tribunaux* :

« Hier, à trois heures de l'après-midi, la municipalité de notre capitale est allée en corps, ayant à sa tête le premier bourgmestre, M. le baron de Czapska chez M. le baron Salomon de Rothschild, et lui a remis le diplôme de bourgeois honoraire de Vienne, qu'elle lui avait décerné dans la matinée même. Ce document confère, en termes précis et formels, à M. de Rothschild tous les droits de bourgeois viennois, y compris tous ceux dont les israélites sont privés, et qui n'ont jamais été accordés à aucun juif, même exceptionnellement comme, par exemple, ceux de posséder des immeubles, de concourir aux élections municipales, de remplir les charges qui ont pour objet l'administration de notre capitale, etc., etc. »

« M. de Rothschild, sensible à cette haute faveur, dont jamais aucun de ses co-religionnaires n'a été l'objet, a sur le champ remis à M. Czapska 35,000 florins (91,000 fr.) en obligations autrichiennes 5 pour 100, avec prière de vouloir bien en disposer au profit d'un établissement de bienfaisance de Vienne, au choix du corps municipal. »

ESPAGNE. — Les journaux de Madrid sont du 7 juin.

Le général Van-Halen, comte de Peracamps, a été nommé commandant de l'armée expéditionnaire qui va se rendre en Andalousie et dont le point de réunion est la Caroline. Les régiments et bataillons provinciaux d'Almansa, de Pavie, de Tolède, de Ciudad-Real, de Cuenca, de Ségovie sont déjà en marche pour la Caroline. Quatre bataillons et un régiment de cavalerie vont se réunir à Astorga sous les ordres du général Santos San-Miguel. On assure pourtant que le gouvernement paraît disposé à ne pas laisser Van-Halen se mettre à la tête des troupes, tant le choix du bombardeur de Barcelone, de celui que son impéritie et sa lâcheté en novembre firent destituer après la fin des événements, occasionne de murmures même parmi les espartéristes renforcés.

De leur côté, les villes insurgées se préparent à la défense. Les juntes, outre les levées en masse font établir des fortifications et envoient des colonnes volantes insurrectionner les petites localités de leurs provinces. En ce moment le mouvement règne sur toute l'Andalousie.

Ciudad-Rodrigo et Valladolid se sont prononcées de leur côté, ce qui va opérer une puissante diversion, et si l'on considère l'état de la Catalogne, il semble qu'Espartero ne peut sans imprudence concentrer des troupes sur un point, car

toutes les villes qu'il dégarnira se soulèveront aussitôt.

La municipalité a tout simplement répondu qu'elle croyait fermement que, suivant le vœu du pays, le régent saurait remettre le trône à lui, le jour marqué par la constitution. Ce pas là ce sur quoi on comptait. Le régent, en faisant cette réponse, aura dû éprouver un aussi vif qu'en recevant une manifestation de la junte de Grenade lui a adressé le 2, pour lui déclarer qu'elle ne travaillait que pour le maintien de la constitution, et qu'il était encore temps lui-même, mettant de côté les conseillers qui perdent, revint franchement au programme.

Depuis quelques jours, une foule compacte rend sous les fenêtres du palais de la reine à Madrid, pour protester contre l'intention où le régent d'emmener Isabelle avec son quartier-général, s'il est obligé d'aller combattre l'insurrection. Les vivats qu'on fait entendre et parmi lesquels on distingue celui de *vive la reine seule* doivent pas sembler de bon augure relativement aux dispositions du public madrilène, car on fait distribuer des cartouches à la garnison.

CATALOGNE. — Chaque jour la situation de pays devient plus critique. De toutes parts on voit des nouvelles alarmantes et le peuple dispose à résister au nouveau cabinet par des moyens légaux et même par la force. Diverses communes importantes du Lampourdan, telles que Rosas, Castellon de Ampurias, Peralada, et secondé le mouvement de Reus. Le général Zabano, qui avait quitté Gironne pour se mettre à la tête de quelques troupes qu'on voulait envoyer vers Tarragone, a reçu l'ordre de rentrer dans son quartier-général, parce que dans plusieurs villages de son district on sonnait le tocsin et qu'on craignait que cette population n'ait renforcé la colonne des députés Prim et Milans.

Cependant il est prudent de se défier des nouvelles qu'on répand et qui changent toutes les vingt-quatre heures. Chaque voyageur apporte ses nouvelles, vraies ou fausses, sont toutes suite publiées avec commentaires qui les déguisent. Les uns disent que Prim et Milans sont déjà à la tête de 4,000 hommes et qu'ils tiennent Tarragone étroitement bloquée, d'autres ajoutent que les troupes qu'on a envoyé pour les combattre se sont presque toutes jointes à eux.

Les bruits qui courent sur les événements de l'intérieur sont encore plus incertains. Des journaux ont imprimé que toute l'Andalousie avait été condescendé le *Pronunciamento* de Malaga; qu'il en est de même à Carthagène, Alicante et Saragosse, que Valence est dans la plus grande agitation. Cependant il paraît assuré que Grenade a nommé une junte gouvernementale de laquelle font partie le capitaine-général, le président de l'audience et plusieurs personnes notables.

Il est certain que trois bâtiments anglais qui avaient jeté l'ancre dans les eaux de Barcelonne ont tout à coup disparu, et qu'il est entré dans le port un vapeur de guerre français.

Nous ne devons pas passer sous silence que des proclamations faites par le capitaine-général et par le chef politique de Barcelonne démentent toutes ces nouvelles, annonçant que même Malaga est rentré dans le devoir, et qu'il ne restait maintenant qu'à disperser quelques imprudentes gardes nationales qui se sont joints aux députés de la province de Tarragone. En attendant, le gouvernement fait des concessions qui doivent être agréables au peuple espagnol, telle est la suppression des droits reçus aux portes et autres qu'il est inutile de relater.

Le général commandant Barcelonne, par un

ordre du jour du 4 de ce mois, vient de faire connaître que le Régent a fait gracier entièrement à huit individus qui avaient fait partie d'une junte qui s'était formée à Barcelonnette, lors des troubles de novembre, et qui avaient expulsé les préposés et autres employés du port.

Un ordre du jour du même général fait savoir que le chef d'escadron, don Augustin Sans, en fouillant les bois de Matamalas rencontra un bandit qui prit la fuite et qui fut tué d'un coup de fusil par un des hommes de l'escorte. Les charbonniers qui étaient sur les lieux reconnurent que c'était un nommé Mas Bassany, qui s'était échappé des prisons de Berge, condamné pour plusieurs vols. Le propriétaire de la cabane qui lui avait donné asile fut aussi fusillé sur le champ, parce qu'on lui trouva des armes et des projectiles de guerre. La femme et les fils du défunt furent mis à la disposition du fiscal de la province.

Des lettres sur lesquelles on peut ajouter foi annoncent que le régent est alarmé des nouvelles qu'il reçoit de tous côtés. La population se prononce en faveur du cabinet Lopez. Il paraît que le gouvernement anglais a désapprouvé la conduite de M. Asthon et l'a fait remplacer subitement. On pense que le régent fuira par donner sa démission.

Une lettre du 6 de ce mois annonce que le commandant Francisco s'est emparé de la ville et de la citadelle de Tortose, et que la garnison n'a fait aucune résistance. Beaucoup d'artilleurs et des militaires de différentes armes qui forment la garnison de Tarragone, ont passé du côté du colonel Prim.

Les nouvelles ci-dessus, concernant l'Andalousie, se confirment; la Galice, les Asturies et surtout l'Aragon paraissent décidés à seconder le mouvement qui se fait en faveur du ministère Lopez.

FRONTIÈRE DE LA CATALOGNE.

Ce 9 juin 1843.

(Extrait de la *France Méridionale*).

Barcelonne et les corps qui composent sa garnison ont suivi le mouvement imprimé par le colonel Prim, dans la partie de Tarragone. Le général Zurbano se voyant désolé par les troupes qu'il commandait, a pris la fuite; mais arrêté à St-Andreu, par sa propre escorte, il a été reconduit comme prisonnier à Barcelonne.

Tortose est tombée au pouvoir d'un des lieutenants de Prim. Le mouvement gagne le littoral et Carthagène y adhère.

Cependant la ville de Tarragone et Sarrogoze n'ont fait encore aucune démonstration.

Cette frontière, qui est totalement dégarnie de troupes, toutes s'étant portées vers Barcelonne, jouit de la plus parfaite tranquillité.

Variétés.

NOTES HISTORIQUES

SUR SALICETI.

V.

Bientôt il sera question d'organiser en république les petits Etats de l'Italie. Nul ne s'acquiesce de ces sortes de missions avec plus d'habileté que Saliceti. Envoyé à Lucques en qualité de commissaire du gouvernement français quelques jours après son arrivée, toutes les difficultés furent applanies. Cette petite république, formée

à l'image de celle qui dominait toutes les autres, sous prétexte de les protéger, subit servilement l'influence française, par le soin qu'avait pris le délégué Saliceti de ne confier les places importantes qu'aux partisans les plus dévoués à son pays. Nommé ensuite Ministre près la république de Gènes, c'est à la faire entrer complètement dans les intérêts du cabinet français, qu'il travailla avec autant d'ardeur que de succès. De toutes ses missions aucune ne flatta davantage son orgueil. Ce devait être un beau jour pour un enfant de la *Terre de Commune*, que celui où il voyait le patricien ligurien, jadis si fier, si hautain envers ses ancêtres, s'abaissant obséquieusement devant un Corse, saluer en lui le représentant de la république française!

Les Bourbons de Naples sont détrônés. Ferdinand paie de sa couronne l'imprudence d'avoir accédé l'un des premiers à la fameuse coalition. Il n'y a désormais de sûreté pour cette cour fugitive, que sous la protection de l'escadre anglaise. La fière, l'impitoyable Caroline, scandalisée, par le libertinage de sa vie, ceux qu'elle ne blesse point par la dureté de son orgueil. Ne pouvant plus régner sur le royaume de Naples, elle cherche du moins à agiter par de sordides conspirations.

Un beau jour, on voit arriver un courrier extraordinaire apportant de Paris le décret impérial qui donne un nouveau souverain aux anciens sujets de Ferdinand. Joseph échange le titre de général contre celui de roi. Un ministre de la police l'accompagne. Il doit découvrir et déjouer les complots, effrayer par sa vigilance les agents de l'Angleterre et veiller à la sûreté du monarque. C'est Saliceti. Ce fardeau si lourd qu'il soit n'est pas au-dessus de ses forces. La confiance de l'Empereur ne sera pas trompée. Vous avez dans Saliceti, mandait-il à son frère, un homme sûr et pénétrant. Reposez-vous tranquillement sur son infatigable activité du soin de raffermir votre trône et de rétablir l'ordre dans le royaume.

La cour sicilienne n'était pas la seule cause des troubles et des machinations secrètes qui tenaient à tout moment la police en éche. Les émissaires anglais ne lui donnaient pas moins de soucis. Pénétrant dans le royaume à la faveur des plus ingénieux déguisements, ils renouaient les liaisons coupables avec autant de persévérance que la police en mettait à les briser. Cependant efficacement secondé d'une part, par la coopération intelligente et ferme de ses principaux employés, de l'autre, par le dévouement des troupes françaises et surtout du brave royal-corse, si infatigable dans ses poursuites contre les bandes des brigands, Saliceti avait lieu de s'applaudir des heureux résultats de son habile administration. Les embûches que tendaient autour de lui les émissaires de Caroline, prouvent combien on le redoutait. Il est certain que les Anglais soudoyèrent plus d'une fois le bras des assassins. Et quand ils virent qu'il était plus aisé de le haïr que de l'atteindre, ils firent sauter son palais. Calme au milieu des décombres fumants encore, il n'était ému que du danger auquel sa fille avait miraculeusement échappé. L'enquête qui fut ordonnée par le gouvernement rejeta tout l'odieux de cette machination infernale sur le gouvernement britannique.

Dès cet instant, la police redoubla de zèle et de vigilance, et les complices du parti anglais se virent réduits à l'alternative de renoncer à leur projet de révolte ou de fuir loin du royaume. Il ne fallait rien moins que toute l'énergie d'un homme aussi fortement trempé, pour marcher avec assurance au milieu de tant de périls et sur un sol miné de tout côtés par des conspirations sans cesse renaissantes.

Tel était l'état des esprits, lorsque Joseph fut appelé à recueillir l'ancien héritage de Charles V. Le grand duc de Berg le remplaça sur le trône de Naples. Saliceti veut suivre son ami et son roi au-delà des Pyrénées. Mais sa présence est jugée nécessaire au maintien de l'ordre et de la sécurité. Murat le prie vivement de rester auprès de lui pour achever, disait-il, son ouvrage. Il cède. Mais sa séparation d'avec son ami le roi Joseph laisse une longue impression de douleur dans son âme. Peut-être aussi les sinistres pressentiments qui venaient de temps en temps assiéger son esprit, ne furent-ils pas étrangers à cette tristesse.

Ce qu'il y a de certain, c'est que Murat ne l'aimait point. On connaît le grand défaut de ce prince. « Quiconque flattait sa vanité était toujours sûr de lui plaire, » a dit un de ses biographes. Bientôt Saliceti ne fut à ses yeux qu'un surveillant importun. Conservant même au sein de la cour quelque chose de la rudesse d'un vieux républicain, plus dévoué que soumis, apportant plus de loyauté que de souplesse, dans ses rapports avec le roi, on concevra sans peine les désagréments et les dégoûts qui étaient bien souvent le prix de ses importants services. Les Napolitains dont Murat aimait à entourer lui répétaient sans cesse, que pour devenir une armée de héros, l'armée nationale n'avait besoin que d'un chef intrépide. A les entendre, ses soldats ne le cédaient en courage et en discipline, ni aux Français, ni aux guerriers d'aucune nation, et rappelant avec orgueil tout ce que leur histoire renfermait d'honorable pour la nation, ils finirent par persuader au crédule Joachim, qu'il était réellement à la tête d'une population belliqueuse. Ses conseillers intimes insinuaient à leur tour, que la plus sûre manière de prouver à ses sujets, qu'il était avec ses véritables intérêts, il n'avait d'autre préoccupation que le bonheur de ses peuples, était le renvoi en masse des Français, qu'il était temps de s'affranchir de l'humiliante tutelle de tous ceux qui, dans le roi de Naples, ne voulaient voir que l'un des grands vassaux de l'Empire.

Joachim était trop vaniteux pour démêler ce qu'un pareil langage avait de perfide. Saliceti cherchait vainement à signaler le piège où il voulait l'entraîner. De concert avec la reine qui comprenait mieux que lui toutes les questions de haute politique, l'habile ministre cherchait à combattre cette disposition fâcheuse à l'éloignement et à la défiance envers les Français. Enfin quand une note sortie du cabinet particulier de l'Empereur lui apprit en termes sévères, que le royaume de Naples relevait du grand Empire, que le prince régnant dans ce pays sortait des rangs de l'armée française et n'avait été placé sur le trône que par les efforts des Français, que par conséquent les citoyens français étaient de droit citoyens du royaume des Deux Siciles, Murat confus et irrité déchargea une partie de sa colère contre l'ancien conventionnel, à tel point qu'il le menaça hautement de sa disgrâce. Toutefois le calme et la réflexion lui firent bientôt sentir la nécessité de ménager davantage l'homme qui avait la confiance de l'Empereur et tous les secrets de sa politique. Quelque temps après, cette note dont le prince Joachim ne tint pourtant aucun compte parut sous la forme d'un décret impérial. Saliceti n'était plus. L'Empereur qui s'était servi de lui pour faire prédominer les intérêts français dans la politique napolitaine, privé de cet utile intermédiaire, se vit enfin obligé de parler avec toute la puissance d'un maître, au roi mal inspiré qui, dans le bonheur de ce qu'il appelait son émancipation politique, et au milieu d'un concert de louanges perfides, avait méconnu la voix si douce si persuasive du beau-frère.

Le nom de Saliceti se rattache à tout ce qu'on avait entrepris de plus glorieux depuis la prise de possession de ses États. Il contribua puissamment à chasser les Anglais de l'île de Caprée, à maintenir l'armée Napoléonienne sur un pied respectable, à créer et développer l'esprit de nationalité, à protéger le commerce extérieur contre la surveillance et les attaques de la croisière anglaise, enfin à l'organisation régulière d'une garde nationale dans tout le royaume.

Tout en appréciant l'activité de son zèle, Joachim ne pouvait guère dissimuler sa répugnance pour sa personne. Elle fut même poussée si loin que lorsque le bruit de sa mort violente et inattendue se répandit dans le royaume, on soupçonna assez généralement le roi de s'être servi du génois Maghella pour le faire empoisonner. Cette imputation est de la nature de celles qui ne s'admettent point sur de simples soupçons. Peut-être ses compatriotes se laisseraient-ils égarer par la douleur de sa fin prématurée, peut-être aussi le nom d'un Génois, se mêlant au récit des circonstances mystérieuses de sa mort, parut à bien de monde une raison de plus pour croire à la réalité de l'empoisonnement. Quoiqu'il en soit, et bien que le gouvernement n'eût rien fait pour éclaircir ce mystère, la supposition de l'empoisonnement fut, dit-on, partagée par les gens de l'art. Un fait assez significatif vint bientôt accroître et fixer les soupçons, ce fut la nomination du génois Maghella au ministère de la police.

C'est ainsi que se termina la carrière d'un homme que son âge et son expérience eussent pu rendre, longtemps encore, utile et précieux à son pays.

On a fait un crime à Saliceti d'avoir voté la mort de Louis XVI. Nous ne chercherons pas plus à le défendre qu'il ne s'en défendait lui-même. L'appellation de régicide n'avait rien qui le blessât. Il crut sa mort nécessaire au salut de la république, et il la vota sans hésitation, mais non pas sans douleur. L'expression de ses sentiments nous l'avons retrouvée dans une lettre au général Paoli. Au reste la Convention était un grand Jury national. On peut déplorer le décret qui fit tomber la tête d'un roi malheureux, mais il n'est permis à personne d'incriminer un vote qui fut le résultat d'une conviction sévère, mais consciencieuse.

L'Empereur faisait le plus grand cas de Saliceti. Embarrassé de la république ligurienne dont la constitution n'est plus en harmonie avec celle de l'Empire, il hésite pourtant, faute de savoir ce qu'il convient de mettre à sa place. Il consulte Saliceti. Réunissez-la au grand Empire, répond celui-ci.

Dans une proclamation adressée aux Italiens, l'archiduc Jean avait parlé du rétablissement du Pape. A peine entré dans les murs de la capitale d'Autriche, Napoléon enlève au S^t Siège ses États, les fond dans l'Empire, déclare Rome ville impériale, accorde au Pape deux millions à titre de dédommagement. Il nomme en même temps une Consulta extraordinaire qui doit résider à Rome pour préparer les voies au gouvernement constitutionnel. Parmi les hommes éminents qui la composaient figurait en première ligne Saliceti. C'est qu'il avait la plus grande confiance dans ses lumières et dans son dévouement aux intérêts de la France. L'historien Renucci rapporte qu'à la nouvelle de sa mort, Napoléon aurait laissé échapper ces paroles de regret : « Encore une forte tête de moins en Europe. » L'opinion qu'en avaient les hommes d'État d'Italie s'accordait parfaitement avec celle de l'Empereur. On lit dans un opuscule qui, dans le temps, fit quelque sensation, « Saliceti après Napoléon était peut-être l'homme qui possédait l'un des caractères les plus énergiques de l'Europe. » L'auteur ajoute dans

une note. « Saliceti, ancien conventionnel, ministre près la cour de Naples des porte-feuilles de la police, de la marine et de la guerre fut empoisonné dans le mois de décembre 1809 à un dîner chez le préfet de police Maghella. Le coup venait de Sicile. »

Un homme d'État dont l'opinion, sous l'Empire, avait autant de poids que celle des premiers diplomates de l'Europe, considère la mort de Saliceti comme l'une des causes de la chute du trône impérial. Il est certain que la présence de Saliceti au ministère de Naples, sa prudence et surtout sa fermeté eussent prévenu les bévues politiques qui signalèrent les dernières années de ce règne. On a su que Napoléon pressentait, dès les revers de Dresde, la prochaine défection du roi de Naples. Or il n'est pas douteux, que si Saliceti eût été encore en vie, les allures suspectes, et les négociations occultes de Murat avec les puissances coalisées contre l'Empereur, dans l'espoir de faire reconnaître et respecter son existence politique, auraient été bientôt soupçonnées et déjouées par un ministre aussi pénétrant. Et voilà comment il faut entendre les mots de l'homme d'État que nous venons de citer. La reine Caroline dut regretter aussi bien sincèrement les conseils et l'assistance du seul homme capable de la seconder efficacement dans tout ce qu'elle tenta pour empêcher que son mari ne séparât son sort de celui de la France. Nous tenons aussi d'une personne digne de foi, et qui dans son exil eut souvent l'honneur d'approcher d'assez près la reine de Naples pour recevoir ses épanchements confidentiels, qu'elle avait toujours vu dans la mort de Saliceti le sinistre présage des malheurs de 1815. « Que me fallait-il, disait la princesse exilée, pour détourner mon mari de cette voie de honte et de perdition ? Un homme ferme et éclairé comme Saliceti. Cet appui me manqua. Il ne restait plus autour de nous que des Napolitains imprévoyants ou infidèles. C'est ainsi que notre ruine fut consommée. »

Fin.



A partir du 15 du courant le siège et les bureaux de la Compagnie Corse existant à Paris sous la raison sociale Bertodano Parisien et Compagnie, ont été transférés de la rue Pinon N° 10 à la rue Notre-Dame de Lorette N° 15.

VÉSICATOIRES, CAUTÈRES
de Le Perdriel pharmacien breveté faubourg Montmartre, 78, à Paris, ses taffetas, ses compresses, ses pois élastiques, ses serrebras, etc., qui constituent un pansement simple, propre, commode, économique, des exutoires, sans douleur ni démangeaison. Se trouvent dans beaucoup de pharmacies en France et à l'étranger toujours revêtus du timbre et de la signature de l'auteur. — Dépositaire M. Giralt pharmacien à Bastia.



Le bateau à vapeur le Télégraphe partira de Bastia pour Ajaccio le soir du 24 du courant, il relâchera à l'île-Rousse et Calvi dans la matinée du 25, et arrivera à Ajaccio dans l'après-midi. Le 26 au matin il partira pour Propriano d'où il sera de retour à Ajaccio le soir même, et le 27 au soir il partira pour Bastia relâchant à Calvi et à l'île-Rousse.

Théâtre de Bastia.

La troupe des Jeunes Artistes dramatique et chorégraphique, sous la direction de M. Huart, donnera dimanche 18 juin 1843 :

1^{re} Une première représentation de LA FILLE DU COMÉDIEN, comédie en un acte, mêlée de chant.
2^o Une 2^{me} représentation de LE GAMIN DE PARIS, Comédie Vaudeville en deux actes, par M. Vanderburck.

3^o UN PAS GUERRIER, dansé par M. Paul et M^{lle} Céline.

4^o Le spectacle sera terminé, par UNE FÊTE CHAMPÊTRE, ballet en un acte.
On commencera à 8 heures et demie.

LUNDI 19 JUIN.

1^{re} Une 1^{re} représentation de LA MARINNE, charmante comédie mêlée de chant.

2^o LA SOUPE MYSTÉRIEUSE, vaudeville en un acte.

3^o LA GUASA CUALCO, pas espagnol, terminé par le ballet.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 10 au 16 juin 1843.

ARRIVÉES.

Portovecchio. b. goëlette, Ville de Bastia. c. Zuani. écorces.
Aleria. b. goëlette, Antoinette. c. Lota. charbon.
Bonifacio. brick Jésus-Marie c. Costa charbon.
Macinaggio. gondole, Annonciation. c. Francioni. vin.
Macinaggio. gondole. Cœur de Jésus. c. Defendini. vin.
Macinaggio. gondole, S^t Jean-Baptiste. c. Calvani. vin.
Aleria. mistick, Neptune. c. Pietri. charbon.
Livourne. b. à vap. Pozzidiborgo, c. Bertocci. pas.
Livourne. mistick, Assomption. c. Thiers. blé.
Aleria. bouf, Conception. c. Belgodere. passag.
Marseille. b. goëlette, Phénix. c. Guasco. diver.
St-Pelegrino. goëlette, St-Joseph. c. Mécolin. bois de construction.
St-Pelegrino. b. goëlette St-Antoine. c. Guasco. bois de construction.
St-Pelegrino. chasse-marrée, Amélie. c. Gay. charbon.
Livourne. b. à vap. Sebastiani, c. Valzi. pass.
Livourne. brick. Valéry-Jean. c. Sciacaluga. blé.
Livourne. brick. de l'état. Cassard. M. Ducoëdi cap. de Corvette.
Toulon. b. à vap. Le Golo. c. Valzi. dépêches.
Ajaccio. b. à vap. Télégraphe. c. Lota. passag.

DÉPARTS.

Proneta. b. goëlette, St-Antoine. c. Guasco. lest.
Toulon. bat. à vap. Var, c. Valzi, dépêches.
Ile-Rousse. mistick, Pipi, c. Gentile. fer.
Ile-Rousse. mistick, Conception. c. Bonelli. lest.
Livourne. brick, Valéry-Jean. c. Sciacaluga. l.
Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi.
Aleria. chasse-marrée, Baptiste. c. Guaitella. lest.
Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe. c. Lota, passag.
Propriano. mistick, Misericorde. c. Romani. lest.
Gènes mistick, St-Vincent Ferreri. c. Battestini. bois.
Macinaggio. b. goëlette, Conception c. Casanova. lest.
Livourne. b. goëlette. Conception. c. Marini. l.

Le Gérant N. TARTAROLI.

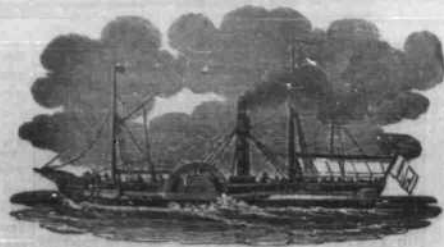
BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LÉOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

ÉLECTIONS MUNICIPALES DE LA VILLE DE BASTIA.

3^e Section dite de S^t Jean.

Nombre de votans 127.
Valéry Joseph 76.
Tarrigo commis prin. aux douan. 75.

4^e Section dite de S^{te} Marie.

Nombre de votans 82.
De Morelli J. Louis 67.
Casevecchie 1^{er} Félix 63.
Benedetti Antoine-Joseph 57.

5^e Section dite des Jésuites.

Nombre de votans 99.
Ollagnier 68.
Caraffa Philippe 67.

La ville de Bastia vient de faire une pecté douloureuse en la personne du vénérable abbé Pino, vicaire-général du diocèse, prêtre domestique de S. S. Grégoire XVI, décédé à Ajaccio après une courte maladie, le 17 du courant.

Le curé et les membres du conseil de fabrique de Ste-Marie ont décidé de faire, le 26 du courant, un service solennel pour le repos de son âme. Cette cérémonie sera suivie d'une oraison funèbre.

ARRÊTÉ.

Art. 1^{er} La commission établie à Ajaccio pour l'examen des aspirans aux brevets de capacité ouvrira ses séances le 24 juillet prochain, dans une des salles du collège de cette ville.

Art. 2^o Tout individu âgé de 18 ans accomplis pourra, en produisant son acte de naissance, se présenter devant la commission pour subir l'examen de capacité. Indépendamment des matières exigées dans le règlement du 19 juillet 1833, le candidat devra réciter de mémoire la loi du 28 juin 1833, sur l'instruction primaire.

Art. 3^o Les candidats sont tenus de se faire inscrire 24 heures à l'avance au moins, au secrétariat de la commission.

Par ordonnance royale du 21 mai 1843, M. Pietri Antoine-Joseph, sergent-major au 43^e de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

A M. le Rédacteur de l'Insulaire français.

Bastia le 22 juin 1843.

Monsieur le Rédacteur,

Un acte vient de m'être notifié, relativement à une forêt, située dans la commune d'Asco. Mon intention est de ne point y répondre par huissier : je crois néanmoins utile de donner de la publicité aux faits qui s'y rapportent.

L'usine métallurgique de Toga, destinée à recevoir de vastes développements a besoin d'un grand affouage. J'ai dû chercher à acquérir quelques bois d'une étendue considérable. On m'en a indiqué un, dans la commune d'Asco, de la contenance de plusieurs milliers d'hectares. J'ai traité avec les habitants qui le possèdent. L'une des conditions de la vente était la construction, à mes frais, d'une route praticable aux charrettes, qui vint s'embrancher aux routes royales de Pontallia-Leccia et d'Ajaccio à Bastia. J'ai adhéré avec empressement à une clause qui devait être si avantageuse à l'une des communes les plus pauvres de la Corse, et j'ai fait procéder, sur les lieux, à des études préparatoires. Mais, comme je ne veux point de procès, j'ai dû, avant de conclure, m'assurer que la propriété ne me serait point contestée. M. Béheic, inspecteur des finances, que j'ai consulté à Bastia, m'a déclaré qu'il regardait cette forêt comme domaniale, quoiqu'elle n'eût encore été comprise dans aucun procès-verbal de délimitation. Il m'a été impossible de me procurer des renseignements précis dans les bureaux de la préfecture. On s'est borné à y répondre que le bois était communal, et que, si la compagnie en commençait l'exploitation, on y aurait mis immédiatement obstacle. — Un délai d'une année m'avait été accordé, par les habitants, pour donner suite au projet de vente. Il était naturel que j'en profitasse, pour m'éclairer sur l'origine de la propriété, et sur les droits des vendeurs.

C'est en cet état de choses, et après que j'ai dépensé douze cents francs en explorations préliminaires, qu'une centaine d'individus de la commune d'Asco me notifient que cette même forêt a été vendue, par acte public du 25 mars dernier, à M. La Cecilia, agent-voyer, demeurant à Ajaccio. J'ignore quelles ont été les conditions de cette vente; mais ce que j'apprends par l'exploit de notification c'est que, pour la passer, on s'est servi d'actes, de procurations, que j'ai très-chèrement payés.

Je connais trop bien la fermeté et l'indépendance des employés de l'administration forestière pour ne pas être convaincu qu'ils soutiendront les droits de l'État contre M. La Cecilia, comme ils l'auraient fait si j'étais devenu moi-même définitivement acquéreur de cette forêt. Il faut néanmoins penser que M. La Cecilia espère rencontrer moins d'oppositions que moi; sinon, lui, fonctionnaire public, n'aurait point sans doute consenti à acheter un procès contre le Domaine. J'ai l'honneur etc.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an 16 fr.
Pour six mois 8
Pour trois mois 4
Pour le Continent 20
Pour l'Etranger 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35

re pour ne pas être convaincu qu'ils soutiendront les droits de l'État contre M. La Cecilia, comme ils l'auraient fait si j'étais devenu moi-même définitivement acquéreur de cette forêt. Il faut néanmoins penser que M. La Cecilia espère rencontrer moins d'oppositions que moi; sinon, lui, fonctionnaire public, n'aurait point sans doute consenti à acheter un procès contre le Domaine. J'ai l'honneur etc.

DE LA GIRONIÈRE ET COMP.

TOULON, 21 juin 1843. — (Correspondance particulière de l'Insulaire Français).

M. le vice amiral Hugon a quitté définitivement le commandement en chef de l'escadre de la Méditerranée; il est parti avant hier pour les eaux. Son remplaçant, M. le vice amiral baron de Mackau, doit venir demain dans notre ville.

Les deux vaisseaux qui, à la première nouvelle des mouvements occasionnés en Espagne par la chute du ministère Lopez, reçurent l'ordre de se disposer à gagner le large au premier signal, n'ont fait aucun mouvement. Il paraît que l'intention du gouvernement est d'envoyer des forces navales sur les côtes de la Péninsule dans le cas seulement où ceux de nos concitoyens établis dans ce pays auraient besoin de leur protection. Mais jusqu'ici, les Français résidant dans les vil les insurgées contre Espartero ont été respectés.

Le brick de l'état le *Palingre*, commandé par M. Aubry Bailleul, capitaine de corvette, vient de jeter l'ancre sur rade. Ce bâtiment a touché successivement à Cadix, Gibraltar, et Malaga; il a quitté ce dernier port dans la journée du 15 juin.

On annonce que toutes les villes du littoral ont fait leur *pronunciamento*.

On travaille avec la plus grande activité à l'aménagement du vaisseau à trois ponts l'*Océan*, à bord duquel M. le vice-amiral de Mackau doit arborer son pavillon.

Il est maintenant certain que M. le duc d'Aumale doit effectuer incessamment son retour en France. La frégate à vapeur l'*Asmodée* vient d'être mise à sa disposition. Ce steamer a embarqué deux voitures appartenantes au prince.

AFRIQUE. — Le gouverneur-général vient de prendre une décision à l'égard des prisonniers de la Smala : ceux qui se trouvent ici, au nombre de quatre mille environ, seront partagés en deux catégories, composées ainsi qu'il suit :

La plèbe;
Les patriciens.

La plèbe sera dirigée sur Oran, où l'on cherchera à utiliser tous ces malheureux; quant aux patriciens, tous composés de membres influents de la suite d'Abd-el-Kader, seront dirigés sur l'île Ste-Marguerite en France.

Les montures et bestiaux ont été vendus hier à la Maison-Carrée, et le produit en a été versé dans les caisses du gouvernement.

(Correspondances particulières du Toulonnais.)

ALGER, le 11 juin. — Le bruit est généralement répandu que Sidi-Mohammed-Ben-Hady, l'un des chefs les plus influents des Beni-Ouagha, qui, attiré dans un guet-à-pens par Abd-el-Kader et fait prisonnier, est parvenu à s'évader de la Smalah, qu'il était tenu de suivre. Ce personnage qui, au dire de personnes, ordinairement bien renseignées, aurait regagné sa tribu, serait un ennemi redoutable pour Abd-el-Kader, et la France aurait là un auxiliaire dont l'utilité, surtout dans les circonstances actuelles, ne saurait être contestée. Il est donc à désirer que ce bruit se confirme.

Ainsi que je vous l'ai annoncé par le courrier ordinaire, M. le lieutenant-général gouverneur a quitté le camp d'Orléans-Ville à la tête d'une forte colonne qui doit opérer, de concert avec les divisions actives de Mascara et de Mostaganem. Les projets de M. Bugeaud ne sont pas encore bien positivement connus, mais nous savons qu'ils sont d'une grande importance. Son intention est, dit-on, de poursuivre cette fois Abd-el-Kader jusque dans le désert. Du reste, vous savez que la colonne dont il a pris le commandement, a des vivres pour une trentaine de jours.

Nouvelles Diverses.

— Le bruit se répand que le gouvernement anglais a résolu d'envoyer des forces navales considérables sur les côtes d'Espagne pour soutenir le pouvoir chancelant d'Espartero. Il est probable que l'on n'arrivera pas à temps. Cependant, dans ces conjonctures, la guerre civile pourrait encore se prolonger.

On dit que le gouvernement français a pris, de son côté, la détermination d'envoyer quelques vaisseaux sur les côtes de la Péninsule.

— On lit dans le Toulonnais du 22 juin.

Tarragone a fait son Pronunciamento : 2 bataillons de San-Fernando, 1 de Valence, l'artillerie, la cavalerie ont fraternisé avec le peuple.

Zurbano, avec le reste de ses forces, a pris la route de Saragosse.

Le général Osorio, commandant-général de la province de Tarragone, et Keyser, chef politique sont arrivés hier à Port-Ves. Ires, à bord de la corvette à vapeur de l'Etat le *Veloce*, qui a donné ces nouvelles.

Madame Zurbano et son enfant sont arrivés ce matin à Perpignan, par la diligence de Port-Vendres.

On écrit de Madrid :

• Tandis que les événements marchent avec assez de rapidité, le régent reste indécis et hésite continuellement sur le parti qu'il doit prendre. D'abord, il voudrait monter à cheval et se rendre en Andalousie; mais depuis qu'il a eu connaissance de l'insurrection de Reuss, il a renoncé à ce premier projet, pour faire peut-être le voyage de la Catalogne, si ses conseillers pensent qu'il soit plus avantageux pour lui d'attaquer l'insurrection dans le Nord plutôt que dans le Midi du royaume.

L'escorte du régent est toujours, l'infanterie le sac au dos, et la cavalerie prête à monter à cheval, au premier ordre.

D'après des lettres de Perpignan, parvenues à Toulouse, Zurbano, abonné par ses troupes, aurait été pendu, et, par un raffinement de cruauté, on lui aurait coupé les oreilles.

— A la fin de la séance du 9 juin, le marquis de Clanricarde demande au duc de Wellington des explications sur les motifs qui ont déterminé la destitution de plusieurs juges de paix irlandais.

Le duc de Wellington a répondu : « Les juges de paix destitués avaient présidé les repeal-meetings ou en avaient fait partie; et comme le gouvernement avait déclaré par écrit que de pareils meetings étaient illégaux et dangereux, le lord-lieutenant et le gouvernement ont pensé que l'on ne pouvait compter sur le zèle et la coopération de ces magistrats si l'ordre public venait à être troublé à l'occasion de ces réunions. VV. SS. savent, que, récemment, ces repeal-meetings ont amené des violences. Supposez que le parti opposé tienne aussi des réunions, il est évident que des rixes éclateront et que le sang coulera. L'on sait positivement en Irlande que les membres du cabinet ont déclaré dans les deux chambres du parlement leur ferme résolution de maintenir intacte l'union entre les deux pays. La question a été plus d'une fois discutée dans le parlement, et jamais le vœu n'a été émis de voir dissoudre l'union. Dans ces circonstances, n'est-il pas évident que ce serait se faire une étrange illusion que de compter sur la dissolution de l'union par un vote du parlement? On ne pourra donc obtenir le rappel que par l'intimidation, la force et la violence. Or, le gouvernement, qui doit, dans l'intérêt de la société, réprimer de pareils actes par tous les moyens en son pouvoir, ne peut employer à cet effet des hommes qui ont convoqué et présidé des repeal-meetings. Le lord-chancelier d'Irlande a donc agi sagement en les destituant. »

Le marquis de Clanricarde déclare qu'il a atteint le but qu'il se proposait; il voulait seulement appeler l'attention du noble duc sur l'état de l'Irlande, qui réclame de la part du gouvernement une grande prudence.

IRLANDE. — O'Connell continue sa tournée triomphale. Le dernier meeting dont on a reçu le récit s'est tenu à Mallow. Il y avait 400,000 personnes. O'Connell, après avoir exalté le caractère irlandais, s'est écrié : « Où trouve-t-on plus de courtoisie et de déférence pour le beau sexe qu'en Irlande? Où trouvez-vous 400,000 hommes rassemblés sur un seul point sans que le moindre désordre surgisse? » Le grand agitateur met tout en œuvre pour que le ton s'établisse, parmi les repealers, à la tranquillité et au calme complet. Jusqu'à présent il a obtenu sous ce rapport des résultats qui doivent paraître miraculeux, surtout en France. Un banquet de 600 couverts a terminé le meeting de Mallow. Au moment où M. Buckley, qui chantait une mélodie de More, a dit ce passage : « Où est-il, l'esclave qui, s'il pouvait briser ses fers, consentirait à les porter sans se plaindre? » O'Connell s'est levé brusquement, et s'est écrié d'une voix forte : « Ce n'est pas moi qui serais cet esclave. » Ce mouvement a porté l'enthousiasme au comble.

PRUSSE. — Sous la date de Berlin, le 5 juin, la Gazette de Hambourg publie les lignes suivantes : « Le bruit est répandu dans les cercles les mieux informés, et y trouve croyance, que le duc de Leuchtenberg sera dans peu de temps appelé à une vice-royauté, qui sera créée pour lui, soit dans la Russie méridionale soit en Pologne. »

ESPAGNE. — La présence de Zurbano à Barcelone le 5 juin a occasionné une irritation extrême dans le peuple, et cette irritation s'est manifestée par des cris de : *Mort à Zurbano, mort à l'assassin!*

Zurbano, forcé de se réfugier chez lui, et re-

marquant que des groupes nombreux stationnaient devant son hôtel, fit informer le capitaine-général de sa situation. On lui envoya 400 hommes d'infanterie et 200 chevaux. Avec cette escorte il traversa la ville se dirigeant vers S. André de Poloniar, où il devait rallier sa division. Dans le trajet il fut suivi par une foule immense qui pressait la troupe de près. Zurbano ayant ordonné aux gendarmes de disperser le rassemblement, deux coups de fusils partis de leurs rangs blessèrent deux bourgeois. Le général, qui avait tiré son épée, blessa légèrement deux hommes qui se trouvaient à la tête de son cheval.

Dans la soirée, le capitaine-général voulut faire proclamer la loi martiale; mais cette mesure fut révoquée presque aussitôt, sur les instances d'une députation des alcades de quartier, qui ont représenté que c'était décréter la guerre civile.

Le lendemain, 6 dit *El Imparcial*, toutes les fabriques ont été fermées; on demandait à grands cris d'adhérer au *pronunciamento* de Reuss. Vers les deux heures, on a fait répandre une proclamation avec ces mots en tête : « Paix, union, liberté, indépendance, constitution de 1837, Isabelle II! » suivie de la liste d'une commission chargée de s'entendre avec les autorités.

Le capitaine-général a répondu à la commission que la troupe n'agirait pas tant que la population ne ferait aucune démonstration contre elle, et aucun acte contraire au gouvernement établi. Cette réponse n'avait pas paru satisfaisante, et l'agitation était à son comble.

— *El Constitucional* du 7 publie la proclamation suivante :

• Citoyens, la junte provisoire vient de se constituer. Elle s'occupera incessamment de réaliser les plus grandes améliorations, jusqu'à ce qu'avec les autorités civiles et militaires elle se concertera pour délibérer, afin de répondre à l'autorité publique, et de satisfaire au vœu général.

• Barcelonnais, vivent la constitution, Isabelle II et l'indépendance nationale.

— A Tarragone, le gouverneur a cru devoir, le 4, ordonner le désarmement de la garde nationale.

Il ordonna à tous les gardes nationaux, ou en leur absence à leur famille, de faire dans la journée la remise de leurs armes à l'hôtel du Gouvernement, sous peine de 1,000 réaux d'amende ou de deux années de présides à Barcelone.

— On lit dans le *Constitucional* du 7 :

• Par le bateau à vapeur la *ville de Madrid*, qui arrive à l'instant, nous apprenons qu'à Tarragone la population et la garnison se sont soulevées.

— Le général Osorio a fait une démonstration inutile sur Reuss, à la tête de 3,000 fantassins, 200 cavaliers et 4 pièces d'artillerie. Le colonel Prim ayant refusé d'ouvrir les portes, à moins que le général n'adhérât au *pronunciamento*, celui-ci s'est retiré immédiatement.

— Les nouvelles de Malaga et de Grenade sont du 31 mai; d'Almeria, du 29. A ces dates, la situation de ces villes était toujours la même; l'insurrection avait gagné Estepona.

Quelques agitateurs ont voulu troubler l'ordre public à Cadix, dans la matinée du 1^{er} juin. Cette tentative, qui n'avait rien de sérieux, a été promptement réprimée. On a opéré une vingtaine d'arrestations.

La nouvelle des événements de Reuss a été connue à Madrid le 5; elle y a produit une profonde sensation.

L'ordre a été donné à la plupart des corps qui se trouvent dans la Vieille-Castille de se porter sur Astorga, afin de passer en Galice si les événements qu'on craint rendent nécessaire leur présence dans l'ouest de l'Espagne.

— On lit dans la *Presse* de ce matin 14 :

« Notre correspondance de la frontière d'Espagne, qui s'alimente aux sources les plus sûres, nous apprend aujourd'hui que trois bataillons de milice, dont était composée l'avant-garde de Zurbano, sont passés avec armes et bagages aux insurgés. Cette defection, d'un redoutable auxiliaire, a tout-à-coup arrêté les opérations que Zurbano avait entreprises contre les forces du colonel Prim. Ce dernier, maître de tous les détails qui aboutissent aux plaines de Tarragone, perçoit toute communication entre ce pays et la capitale du royaume. »

BARCELONE. — Des groupes ont parcouru les rues de Tournay en poussant des cris de haine contre le clergé. Pour être provoqués, de semblables excès ne sont pas moins odieux. Liberté pour tous.

Mais voici un symptôme plus grave : Des atouements d'ouvriers ont crié devant plusieurs fabriques : *Mort aux métiers anglais!*

(*La Patriote belge.*)

Variétés.

NOTICE HISTORIQUE

LE GÉNÉRAL CERVONI.

En allant de Bastia à Corte et à la distance d'une lieue de cette dernière ville, on découvre, sur la droite de la route royale, un petit village (1) pittoresquement situé sur un coteau parsemé de gros chênes et de vignes : c'est le pays natal de Cervoni; il y reçut le jour en 1768.

Son père Thomas avait été l'un des plus solides soutiens de la cause nationale. Ce fut lui qui délivra Paoli au moment même où il allait tomber entre les mains de Marius Matra, son plus redoutable antagoniste. Et quand la nationalité corse succomba sous les efforts d'une double invasion, on vit le brave Cervoni, avec deux cents de ses compatriotes, suivre l'illustre exilé sur la terre étrangère. — Cette émigration se partagea en deux fractions. L'une resta en Italie; le voisinage de la Corse adoucissait les ennuis de l'exil; l'autre, pour ne pas se séparer de Paoli, préféra le ciel brumeux de Londres au doux climat de la Toscane.

L'éducation du jeune Cervoni excitait toute la sollicitude du père. Pour le suivre de plus près il le fit venir à Pise. Quelques années s'étaient à peine écoulées, que déjà il recevait sur les talents précoces et les belles dispositions du jeune montagnard, les plus sincères félicitations du côté des professeurs de l'Université. Une seule chose désespérait le père, c'était son excessive vivacité. Il voyait aussi avec peine une tendance trop marquée pour le sarcasme se manifester dans ses paroles aussi bien que dans les premières productions de son esprit. Ses condisciples aimaient son caractère; mais ils craignaient la causticité de ses plaisanteries. L'un de ses plus grands plaisirs consistait à découvrir et à railler leurs travers.

De la des querelles et des froissements qui très-souvent se terminaient par des combats où il avait presque toujours l'avantage, car il maniait l'épée aussi bien que le sarcasme. Serait-il donc vrai, ainsi que l'Empereur le remarquait à Ste-Hélène, que les habitants de nos montagnes soient doués d'une énergie de caractère, et d'une trempe d'âme?

(1) Soveria.

me peu communes! — Bientôt l'appariteur de l'Université eut aussi lieu de s'en plaindre. Se glissant à son insu dans les salles de la faculté, où trompant par des détours ingénieux sa vigilance éprouvée, l'élève Cervoni charbonnait des vers satyriques sur les murailles et quelquefois jusque sur les chaires des professeurs.

Du reste, et à part ces petites espiègleries, sa conduite était assez régulière. C'était surtout à l'approche des examens, de cette époque si décisive et si redoutée des élèves, qu'il devenait grave et réfléchi. Ce contraste frappa plus d'une fois ses jeunes condisciples. En l'étudiant avec quelque attention, ils en eussent facilement compris la cause : c'est qu'il y avait en lui deux passions tour-à-tour dominantes, le goût des plaisirs et l'ambition de se distinguer. Lorsque le premier de ces principes d'activité intellectuelle et physique prenait le dessus, sa vie était légère, insouciant et dissipée; si, au contraire, le désir de primer parmi ses jeunes émules se réveillait avec force, rien alors n'égalait son ardeur infatigable pour l'étude.

Cependant sa vocation la plus constante était le métier des armes. Son père avait beau la combattre. Les fatigues et les périls, dont la triste perspective eût pu arrêter un penchant moins décidé, ne servaient qu'à enflammer de plus en plus son jeune courage. Inquiet de ces dispositions, le vieux Thomas craignait chaque jour qu'il ne passât des bancs de la faculté dans les rangs du royal-corse. Ses appréhensions étaient d'autant plus vives, que la belle tenue de ce corps, et sa place distinguée dans l'armée, étaient une véritable séduction pour la jeunesse du pays. Enfin, le terme de ses travaux scolaires arrive : le voilà docteur en droit. Le père Cervoni est plus tranquille sur son avenir. Son fils a un titre pour se reproduire dans le monde. La nature lui a départi le talent : l'âge mûrira sa raison. Il n'en fut point ainsi.

Quelque temps après, le jeune lauréat, désertant les drapeaux de Thémis pour ceux de Mars, ainsi qu'il l'écrivait poétiquement lui-même à un de ses amis, mettait son diplôme de docteur dans la giberne. Que l'on se figure le cruel désappointement du père! Pendant la paix, la plus triste, la plus bornée de toutes les carrières est, sans contredit, la carrière des armes. L'en appelle à tous les militaires qui ont du cœur et de l'ambition; cette opinion ne tarda pas à être celle du volontaire Cervoni. L'oisiveté des garnisons et les détails minutieux du service lui inspirèrent pour son métier de soldat un dégoût d'autant plus vif, que rien encore ne semblait annoncer la guerre sur laquelle il avait compté pour faire son chemin. Otez à la vie du militaire ce qui l'embellit et la relève, c'est-à-dire l'attrait des périls, les chances de l'avancement, et il n'y a plus, nous le répétons, que des mercenaires ou des hommes sans valeur qui puissent s'y plaire long-temps. Aussi, quand son père employa tout ce qu'il avait d'influence et d'amis pour le ramener dans la vie civile, il vit avec plaisir que cette rude épreuve l'avait complètement désenchanté de la gloire des armes. C'est du reste l'histoire des Moreau, des Brune et d'une foule d'autres généraux célèbres.

Soldat manqué, il se fit avocat, sauf à quitter plus tard le barreau pour l'armée et la robe pour l'uniforme.

En remontant au-delà de 89 on trouve son nom inscrit sur le tableau des avocats près le tribunal de Corte. Une nombreuse clientèle demanda bientôt le complet emploi de toutes ses facultés. Quelques mois s'étaient à peine écoulés qu'il avait conquis, par le labeur assidu du cabinet et les fréquentations des audiences, tout ce qu'un avocat peut ambitionner, la considération

et l'argent. Mais, tandis qu'il ne songeait plus qu'àux intérêts et aux devoirs de cette belle profession, de l'autre côté des mers, les parlements prélaient, par l'énergie de leur opposition, au mouvement révolutionnaire qui devait emporter la monarchie absolue.

On sait avec quelle rapidité les événements se succédèrent depuis la convocation des notables jusqu'au dix août. Dans cet intervalle, en Corse, comme de l'autre côté des mers, le pouvoir administratif avait été organisé sur des bases plus conformes au nouvel ordre d'idées.

C'était au centre de l'île que la nouvelle administration départementale tenait ses séances. Cervoni, De Franceschi et le jeune Horace Sebastiani entrèrent dans ses bureaux dont ils se partageaient le travail et la direction. Mais déposant bientôt la plume pour l'épée, trop ambitieux pour rester dans l'obscurité de la bureaucratie, trop braves, pour ne pas aspirer aux grades et aux distinctions de la milice, trop intelligents pour ne pas entrevoir tout ce que les institutions nouvelles leur promettaient de chances de fortune, ils s'élancèrent avec une égale ardeur dans la route ouverte au courage et au patriotisme de la jeunesse française. Le premier, ainsi qu'on va le voir le disputait en capacité aux généraux les plus distingués de l'armée française et en surpassait plusieurs en bravoure; le second était connu par sa supériorité dans les États majors; le troisième eut la gloire, peu commune, de marquer également dans la triple carrière de la diplomatie, des armes et de la législation constitutionnelle.

Revenons à Cervoni. Secouant la poussière des bureaux pour une plus noble poussière, il parvint bientôt au grade d'officier supérieur.

Le royalisme ouvre la route et l'arsenal de Toulon devant les escadres combinées de l'Angleterre, de l'Espagne et de Naples. L'armée républicaine s'avance pour les en chasser. Cervoni est un de premiers à arriver avec son bataillon aux avenues de la ville assiégée. Chaque fois qu'il fallut repousser des sorties ou marcher à l'assaut des redoutes, on était sûr de le trouver à la tête des colonnes. Ce fut là, qu'il renouvela connaissance avec le commandant d'artillerie. Fort lié avec ses frères, Joseph et Lucien, ses relations avec Napoléon étaient loin d'avoir ce caractère de parfaite intimité qui se maintint pure et invariable dans la modeste fortune et le délaissement de l'exil, aussi bien qu'au milieu des grandeurs de la royauté. La bravoure de Cervoni se signala surtout pendant les deux journées qui précédèrent l'évacuation des Anglais. Cette justice lui fut rendue à l'envi et par les représentants du peuple et par le général en chef, le brave Dugommier. Sa belle conduite à l'affaire de Malbousquet, si chaude et si décisive lui valut l'admiration de Robespierre jeune qui, vivement ému des dangers qu'il venait de braver, courut l'embrasser au milieu des soldats que son exemple avait entraînés.

Cervoni avait le secret de les pousser en avant. Sa voix ferme et sonore se mêlant au bruit de la fusillade et au roulement des tambours, les ralliait dans des moments de désordre pour les conduire avec plus d'ensemble et de résolution vers les points qu'il fallait défendre ou attaquer. Sa contenance pendant la durée de l'action était noblement chevaleresque. Il était impossible, disent ses compagnons d'armes, de s'avancer vers l'ennemi avec plus d'assurance ou de garder une position difficile avec plus de sang froid. Lorsque l'escalade de la ville fut arrêtée, Cervoni brigua l'honneur d'y pénétrer à la tête de son bataillon ou de mourir sur les remparts. Mais la retraite des coalisés rendit l'emploi des échelles superflu. Toutefois, par une distinction qui dut le flatter

beaucoup, sa brigade précéda le reste de l'armée dans l'enceinte de la ville. Ce fut devant Cervoni que la porte d'Italie abaissa son pont-levis. Sur le rapport de Dugommier et des représentants Albite, Fréron et Saliceti, la Convention nationale le confirma dans le grade de général de brigade, récompense méritée et qui réjouit ses soldats sans les surprendre, parce que, témoins de sa brillante valeur, ils l'avaient déjà salué, pendant le feu, du titre d'officier-général.

Une seule fois, il quitta son poste : ce fut pour aller porter des paroles de consolation et d'espérance dans le modeste asile d'une famille réfugiée, inquiète sur les jours d'un jeune artiller. On devine que nous voulons parler de Napoléon, de sa mère et de ses sœurs, attendant avec la plus vive anxiété, dans la ville de Marseille, l'issue du siège qui devait être le point de départ de leur rapide élévation.

Les assemblées populaires de cette métropole de la méditerranée expliquent la lenteur du siège de Toulon, par le mauvais vouloir des officiers aristocrates. « Le commandant de l'artillerie, un gentilhomme Corse, un parent du traître Paoli était de ce nombre. » N'était-ce pas le désigner aux soupçons des représentants du peuple? Doit-on s'étonner après cela, si sa mère tremblait à chaque instant pour sa tête? « Madame victime de son patriotisme et de son dévouement à la France, disait Napoléon à S^{te} Hélène, crut être accueillie à Marseille en émigrée de distinction, elle s'y trouva perdue, à peine en sûreté, et déconcertée de ne trouver le patriotisme que dans les rues et tout-à-fait dans la boue. »

Aussitôt que Cervoni apprit que, sur la proposition du vertueux Carnot, le Directoire avait nommé Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie, on le vit se livrer à des transports de joie, et comme il avait depuis longtemps l'habitude de traduire en vers les vives émotions de son âme, il composa avec un rare bonheur d'imagination, une espèce d'hymne guerrier dont son ami Casti fit le plus grand éloge.

Ce fut à cette époque, au quartier-général de Tizza, qu'il eut l'occasion de connaître et de se faire apprécier des généraux qui comprirent avec intelligence et secondèrent avec fermeté, le plan de campagne de Bonaparte. On sait qu'en portant la guerre en Italie, le but principal du Directoire, conformément au projet formé par le général en chef, était de séparer, par la peur de l'intervention armée, le roi de Sardaigne de la coalition, et d'amener l'Autriche, en la serrant de près dans ses États de Lombardie, à demander la paix à la république française.

Cervoni fut chargé d'une mission toute diplomatique auprès de la cour de Turin. Il s'en acquitta avec son habileté accoutumée. A son retour, il eut une altercation assez vive avec un officier général de l'armée de Nice. En voici la cause. L'arrivée d'un général imberbe, et connu seulement par sa supériorité au siège de Toulon et les combinaisons stratégiques de la campagne de 1795, avait excité une profonde jalousie parmi les vieux généraux. Il faut le dire, son extérieur châtif ne répondait guère à l'idée que l'on s'était formée du général en chef. Son abord froid et sa parole brève et sèche n'étaient pas propres non plus à effacer cette impression défavorable. On connaît le caractère du militaire français : il est soumis, mais froudeur, et très souvent il se dédommage par la liberté de ses causeries, de la contrainte de la discipline. Il paraît que l'un des interlocuteurs plus franc, ou moins réservé que les autres, tint sur le compte de Bonaparte un langage peu convenable. Cervoni, que la grossièreté de ces propos avait indigné, interrompant brusquement ce froudeur incrédule le

ramena bientôt au respect dû à la haute position du général en chef. « Il connaît dit Cervoni, les besoins de l'armée et nul ne saurait les satisfaire plus promptement que lui. S'il nous promet la conquête de l'Italie, c'est que sa tactique n'a rien de commun avec la vieille routine des généraux qui ont fait leur temps. Oui, je suis du nombre de ceux qui ont foi dans son génie et confiance dans ses promesses. Au reste, ajouta Cervoni, avec une intention marquée, ceux qui ne varient ni l'ardeur, ni les espérances de l'armée, peuvent prendre un billet d'hôpital. » Ces derniers mots furent suivis d'un duel.

Quelques jours après, l'armée républicaine s'ébranla. Cervoni ne tarda pas à se distinguer. Il appartenait à la division qui reçut l'ordre de forcer les gorges de Millesimo. Son intrépidité y fut remarquée. On lit dans les *Fastes de la France*. « Les divisions des généraux Causse et Cervoni passent la Bormida sous le feu de l'ennemi ayant de l'eau jusqu'au milieu du corps. On fait 9,000 prisonniers parmi lesquels un lieutenant général 20 ou 30 colonels et presque en entier plusieurs régiments. » Il fut témoin de la défaite des généraux Provera et Argenteau, défaite à laquelle il prit une part glorieuse. Les généraux Serurier, Augereau et Massena l'estimaient également. Soit qu'il fût chargé d'occuper une position difficile, soit qu'il reçut l'ordre de débarrasser l'ennemi, on pouvait s'en remettre en toute sûreté à son courage éprouvé.

Il n'entre pas dans le plan de cette notice de nommer tous les endroits où il a vaillamment soutenu cette belle réputation, toutes les batailles où il s'est couvert de gloire. Nous dirons seulement que, depuis l'ouverture de la première campagne jusqu'à la conclusion de la paix, le nom du Cervoni est constamment inscrit sur la liste des braves. Deux fois blessé, il ne quitta sa brigade que pendant l'intervalle nécessaire à sa guérison. Le général en chef le rencontra à Montenotte à Millesimo, au pont de Lodi, où son inaltérable gaieté le frappa plus encore que son courage, à Castiglione où il contribua, par sa belle conduite, au succès de l'affaire; enfin au combat de Rivoli et sous les murs de Mantoue. Dans son rapport, Bonaparte, rendant compte de la bataille du 21 floréal : « Je pensais, mandait-il au Directoire, que le passage du Pô serait l'opération la plus audacieuse de la campagne, tout comme la bataille de Millesimo, l'action la plus vive; mais j'ai à vous rendre compte de la bataille de Lodi. On sait que trente pièces de position défendaient le passage du pont. Un moment d'hésitation peut tout perdre; les généraux Bertier, Massena, Cervoni, le chef de brigade Lannes se précipitent et décident le sort encore en balance. (1) »

(La fin au prochain N°)

FAILLITES.

Tous les créanciers de la faillite Castellini de Cervione sont prévenus, que, par procès-verbal du 20 de ce mois, dûment enregistré, M. le juge-commissaire de la faillite a ordonné un second dividende des fonds appartenant à ladite faillite, et qu'à partir du 26 de ce mois, il peuvent se présenter à M. Casanova, caissier, pour toucher leur dividende.

Bastia le 23 juin 1843.

Le greffier du tribunal de commerce,
A. D. MARIOTTI.

LES TAFFETAS

Le Perdreil pharmacien Breveté, faubourg Montmartre, 78 à Paris; en Rouleau jamais en boîtes, l'un pour entretenir parfaitement les vésicatoires, l'autre pour panser les ulcères sans démanagements, compresses en papier lavé, serrebraz, etc., se trouvent dans beaucoup de pharmacies notamment chez M. GIRALTY pharmacien à Bastia.

Théâtre de Bastia.

La troupe des Jeunes Artistes dramatique, chorégraphique, sous la direction de M. Huet, donnera dimanche 25 juin 1843 :

- 1^o Une 1^{re} représentation de LA BELLE AU DORMANT, vaudeville en deux actes.
- 2^o LA CACUCHA, pas espagnol dansé par M^{lle} Pauline.
- 3^o LA PETITE LAITIÈRE, vaudeville en un acte joué par M^{lle} Céline.
- 4^o LE JARDIN DE FLORE ou LA FLUTE ENCHANTEE, ballet divertissement gracieux, en un acte.

On commencera à 8 heures.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 17 au 23 juin 1843.

ARRIVÉES.

Livourne. b. à vap. Pozzidiborgo, c. Bertocci, par Aleria. gondole, St-Erasme. c. Dominici, ble. Aleria. gondole, Hyver. c. Rebora, charbon. Gènes. felouque, St-Jean-Baptiste. c. Garbissa, relâche. Livourne. goëlette, Éléonore. c. Pettinati, relâche. Aleria. chasse-marrée, Baptistin. c. Guaitella, charbon. Marseille. b. goëlette, Conception c. Moneglia, diverses. Portovecchio. bombarde, Jeune-Octavie c. Boccagnano. Livourne. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, par Toulon. b. à vap. Le Golo. c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Toulon. bat. à vap. Golo, c. Valzi, dépêches. Propriano. brick, Migliacciario c. Alessandri. la A la mer. goëlette de l'état, Étoile. Jugand, lieutenant de vaisseau. Livourne. b. à vap. Télégraphe. c. Lota, par Livourne. brick de l'état. Cassard. M. Ducodré cap. de Corvette. Aleria. bouf, Assomption. c. Stretti, lest. Aleria. bouf, Conception. c. Bolgodere, lest. St-Pellegrino. goëlette, St-Joseph. c. Mecolin. Portovecchio. b. goëlette, Conception. c. Ersa. Cagliari. felouque St-Jean-Baptiste. c. Garbissa. Cagliari. goëlette, Léonora. c. Pettinati, lest. Portovecchio. goëlette, Constance. c. Rogliano. Aleria. tartane. V^{te} des Carmes. c. Sisco, lest. Porto-Torre. gondole, St-Joseph. c. Benso, lest. Aleria. bateau, Jeanne Cléante. c. Sanguinetti. St-Pellegrino. b. goëlette, Assomption. c. Oliva. Marseille. b. goëlette, St-Antoine. c. Guasco, diverses. Pronete. gondole, Conception. c. Gentile, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

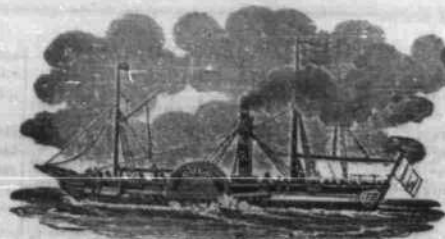
BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LÉOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

2^e Session 1843.

(Présidence de M. le Conseiller GIORDANI.)

Cette session se composait de 23 affaires y compris celles qui se sont trouvées en état même après l'ouverture des assises. En voici la nature Destruction 1. — Corruption et faux 2. — Tentative de meurtre 3. — Meurtre 6. — Tentative d'assassinat 4. — Assassinat 5. — Il y a eu un décès et un renvoi à la prochaine session pour cause d'absence de quelques témoins. Les 21 affaires jugées, qui concernaient 22 accusés, l'ont été dans un espace de 24 jours par les jurés titulaires auxquels aucune dispense n'a été accordée. Le compte rendu que nous nous proposons d'en présenter ici, quoique très-succinct, suffira néanmoins pour justifier entièrement les résultats de cette session, et constater le perfectionnement vers lequel l'institution du jury en Corse marche à grands pas, à mesure que les hommes qui le composent vieillissent dans le contact des affaires et des hommes expérimentés.

Audience du 29 mai. — Meurtre.

Dans la soirée du 12 février 1843, deux soldats du 8^e de ligne faisant partie de la garnison de Vico (arrondissement d'Ajaccio) vont boire dans le cabaret du nommé Grisoni Thomas : ils en sortent presque ivres. Au moment où ils mettent le pied sur le seuil de la porte, l'un d'eux, le nommé Joseph Jubel se sent frapper à la tête, il y porte la main et reçoit un second coup qui le blesse grièvement au ponce de la main droite. Transporté à l'hôpital d'Ajaccio Jubel y succomba quatre jours après dans les convulsions tétaniques. Le blessé et son camarade ont prétendu que Grisoni Thomas, auteur de ces deux blessures, s'était servi d'un stylet, mais d'après la blessure contuse que Jubel avait aussi rapportée à la tête, il est plus probable que Grisoni ait frappé avec une bouteille dont les morceaux de verre entrés dans les chairs auront occasionné la gangrène. Il a été impossible aux débats de reconnaître la véritable cause de cette agression. L'ivresse des deux militaires a peut-être donné lieu à quelque altercation. Malheureusement pour Grisoni, sa réputation était des plus mauvaises; il paraissait avoir des dispositions peu amicales envers les militaires, et quelques jours avant il avait insulté l'officier qui leur avait défendu de fréquenter son

cabaret. — Déclaré coupable par le jury de blessures volontaires ayant occasionné la mort sans intention de la donner et avec circonstances atténuantes, il a été condamné à cinq ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillance.

Audience du 30. — Tentative de meurtre.

Gozzi Pierre-Antoine âgé de 44 ans propriétaire à Appietto, arrondissement d'Ajaccio. Le 17 avril 1841, pendant qu'il travaillait dans son enclos, vint à passer un certain Antoine-Pierre Micelli qui avait promis d'épouser une de ses nièces dont il était le tuteur. Après de vifs reproches sur son manque de foi, l'accusé sortit un pistolet, et, au dire de Micelli, fait feu sur lui sans l'atteindre. Celui-ci se serait alors défendu avec un stilet dont l'accusé a rapporté plusieurs blessures. Micelli n'avait été condamné qu'à six mois de prison pour port d'armes Gozzi, qui d'abord avait gardé la campagne, s'étant volontairement constitué et nulle preuve ne venant à l'appui de l'allégation de son adversaire, le ministère public a décliné l'accusation, et le jury a prononcé un verdict d'acquiescement.

Audience du même jour. — Corruption.

Bonaldi François, âgé de 33 ans médecin et membre du conseil municipal de S^{te} Lucie, canton de S^{te} Nicolas, arrondissement de Bastia, et Orsini Jules-Félix âgé de 44 ans, maire de ladite commune de S^{te} Lucie, étaient accusés, le premier d'avoir en qualité d'officier de l'état civil, en l'absence du maire et de l'adjoint, perçu cinq francs pour le mariage d'un certain Ferdinand Bonajuti sujet Toscan, avec la nommée Marie Battesti de la commune de S^{te} Jean; et Orsini d'avoir profité de ces cinq francs. Cinq mois d'emprisonnement prévient, que ces deux accusés avaient subi, ont paru aux jurés une expiation plus que suffisante pour une perception illégale, mais faite de bonne foi, et tous les deux ont été acquittés.

Audience du 31. — Destruction de moulin.

Ruffini Giannettino, dit Tettino, âgé de 30 ans, labourer à Urtaca canton de Lama, arrondissement de Bastia. Le conseil municipal d'Urtaca, auquel s'étaient réunis les principaux propriétaires de la commune, avait pris une détermination pour empêcher le parcourir des bestiaux et leur introduction dans les bois. Les habitants les plus pauvres, qui se trouvaient ainsi privés de cette ressource pour leurs propres animaux, se réunirent dans l'intention de dévaster les propriétés des riches

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an 16 fr.
Pour six mois 8
Pour trois mois 4
Pour le Continent 20
Pour l'Etranger 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35

pour les déterminer à révoquer cette mesure. L'accusé se montrait un des plus ardens dans cette réunion qui, heureusement, fut dissoute par l'intervention d'un homme de bien. Cependant, dans la nuit du 28 mars 1842, une partie du canal du moulin appartenant au sieur Ange-Mathieu Bonavita, adjoint du maire, fut détruite. L'opinion publique accusa aussitôt Paul-Marino Beveraggi, Don Jean Bonavita et Giannettino Ruffini. Les deux premiers, traduits devant les assises de décembre dernier, ont été condamnés à un an de prison. Ruffini, qui s'est constitué plus tard, ne pouvait éviter le même sort, alors surtout que ses complices l'accusaient principalement. Le jury ayant admis aussi en sa faveur des circonstances atténuantes, Ruffini a été condamné à un an de prison.

Audience du 1^{er} juin. — Assassinat.

Perfettini Jean-Thomas, âgé de 36 ans, labourer, de la commune de Casanova, canton de Seraggio arrondissement de Corte.

Une contestation relative à une source d'eau existait depuis quelque temps entre Charles Laurent Conti beau-père de l'accusé et le nommé Mathieu Sanguini. Dans la nuit du 23 au 23 juillet 1833, pendant que celui-ci va pour détourner l'eau, il est assailli par plusieurs individus qui, après lui avoir lancé des pierres, lui portèrent plusieurs coups de stilet qui lui occasionnèrent sept blessures dont il mourut dix jours après. Ce tragique événement n'avait eu aucun témoin de rue, mais Sanguini, dont les premières paroles avaient été celles-ci : « *E stato Conti che ha portato i suoi manigoldi* », c'est Conti qui a conduit ses sicaires, prétendit avoir reconnu parmi ses assassins, Charles Laurent Perfettini, son fils Dominico Conti, son gendre Perfettini et un certain Casanova. Ce dernier ainsi que Conti père, arrêtés immédiatement, furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité; mais l'arrêt de condamnation ayant été cassé, ils furent acquittés par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône.

Après dix ans d'une vie errante mais inoffensive, Perfettini est venu se constituer volontairement sous la foi de la femme de l'homme qui devait attester que son mari, avant de rendre le dernier soupir, avait déclaré qu'il n'avait pas reconnu l'accusé. Mais la manière dont cette femme a déposé aux débats, tout en voulant être favorable à l'accusé, n'a pu détruire l'impression que devait nécessairement produire le récit de la déclaration que Mathieu Sanguini avait faite avant de mourir. La bonne réputation de l'accu-